

Art. 9. Dans l'article 12, alinéa 2, de la même loi, les mots "conformément aux modalités" sont remplacés par les mots "sans que cette indemnité ne puisse être supérieure au montant calculé selon les modalités".

Art. 10. L'article 13, alinéa 1^{er}, de la même loi est complété par le 4^o rédigé comme suit :

"4^o réserver au prêteur le droit de modifier unilatéralement au détriment de l'entreprise les taux d'intérêt, frais, commissions ou autres indemnités effectivement appliqués, autrement que sur la base de critères précis, objectifs et expressément convenus dans le contrat de crédit, et moyennant un délai de préavis raisonnable."

Art. 11. Dans l'article 15 de la même loi, les mots "4 à 8" sont chaque fois remplacés par les mots "4 à 9".

Art. 12. La présente loi s'applique aux contrats de crédit conclus à partir de la date de son entrée en vigueur.

La présente loi entre en vigueur dix jours après sa publication au *Moniteur belge*.

Par dérogation à l'alinéa précédent, les articles 4, 5 et 6 entrent en vigueur à la date fixée par le Roi et au plus tard le premier jour du troisième mois suivant la date de leur publication au *Moniteur belge*.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur belge*.

Donné à Bruxelles, le 21 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

Le ministre des Classes moyennes, des Indépendants et des PME,
D. DUCARME

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,
K. GEENS

—
Note

(1) Chambre des représentants

(www.lachambre.be)

Documents : 54 2765

Compte rendu intégral : 14 décembre 2017

Art. 9. In artikel 12, tweede lid, van dezelfde wet worden de woorden "overeenkomstig de berekeningswijze" vervangen door de woorden "zonder dat deze vergoeding hoger mag zijn dan het resultaat van de berekening".

Art. 10. Artikel 13, eerste lid, van dezelfde wet wordt aangevuld met de bepaling onder 4^o, luidende :

"4^o het recht voor te behouden aan de kredietgever om eenzijdig ten nadele van de onderneming de daadwerkelijk toegepaste interesten, kosten, provisies of andere vergoedingen te wijzigen, anders dan op basis van specifieke en objectieve criteria die uitdrukkelijk in de kredietovereenkomst opgenomen zijn en mits een redelijke opzegtermijn."

Art. 11. In artikel 15 van dezelfde wet worden de woorden "4 tot en met 8" telkens vervangen door de woorden "4 tot 9".

Art. 12. Deze wet is van toepassing op de kredietovereenkomsten die worden gesloten vanaf de datum van de inwerkingtreding ervan

Deze wet treedt in werking tien dagen na de bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

In afwijking van het vorige lid treden de artikelen 4, 5 en 6 in werking op de datum door de Koning bepaald en uiterlijk op de eerste dag van de derde maand volgend op de datum van bekendmaking ervan in het *Belgisch Staatsblad*.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 21 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT

De minister van Middenstand, Zelfstandigen en KMO's,
D. DUCARME

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
K. GEENS

—
Nota

(1) Kamer van volksvertegenwoordigers

(www.dekamer.be)

Stukken : 54 2765

Integraal Verslag : 14 december 2017

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C - 2017/31945]

17 DECEMBRE 2017. — Arrêté royal relatif à la rémunération équitable au profit des artistes-interprètes ou exécutants et des producteurs pour l'exécution publique de phonogrammes ou la radiodiffusion de phonogrammes

PHILIPPE, Roi des Belges,
A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code de droit économique, l'article XI.213, alinéas 2, 3 et 6, inséré par la loi du 19 avril 2014;

Vu l'arrêté royal du 12 avril 1999 rendant obligatoire la décision du 10 novembre 1998 relative à la rémunération équitable due par les points de vente et galeries commerciales, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1999 rendant obligatoire la décision du 10 septembre 1999 relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C - 2017/31945]

17 DECEMBER 2017. — Koninklijk besluit betreffende de billijke vergoeding van de uitvoerende kunstenaars en producenten voor de openbare uitvoering van fonogrammen of bij uitzending van fonogrammen via de omroep

FILIP, Koning der Belgen,
Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Wetboek van economisch recht, artikel XI.213, tweede, derde en zesde lid, ingevoegd bij de wet van 19 april 2014;

Gelet op het koninklijk besluit van 12 april 1999 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 november 1998 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de verkooppunten en handelsgalerijen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1999 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 september 1999 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Vu l'arrêté royal du 8 novembre 2001 rendant obligatoire la décision du 5 novembre 2001 relative à la rémunération équitable due pour la communication publique de phonogrammes dans les salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et extérieures, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'arrêté royal du 9 mars 2003 rendant obligatoire la décision du 10 février 2003 relative à la rémunération équitable due par les radiodiffuseurs, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2004 rendant obligatoire la décision du 15 décembre 2004 relative à la rémunération équitable due par les coiffeurs et esthéticiens, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2004 rendant obligatoire la décision du 15 décembre 2004 relative à la rémunération équitable due par les exploitants de lieux de projection audiovisuelle ainsi que par les organisateurs d'événements temporaires de projection d'œuvres audiovisuelles, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 2012 rendant obligatoire la décision du 14 novembre 2012 relative à la rémunération équitable due par les exploitations qui offrent de l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi que par les discothèques/dancings, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 20 octobre 2017;

Vu l'avis 62.363/2 du Conseil d'État, donné le 20 novembre 2017, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant la volonté du législateur de coordonner davantage la réglementation portant sur la rémunération équitable;

Sur la proposition du Ministre de l'Économie,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. En exécution des articles XI.212 et XI.213 du Code de droit économique donnant droit au profit des producteurs de phonogrammes et des artistes-interprètes ou exécutants, à une rémunération équitable pour l'exécution publique de phonogrammes ou la radiodiffusion de ceux-ci, le présent arrêté détermine le montant de ladite rémunération et les modalités de perception de ladite rémunération dans les cas suivants :

A. pour l'exécution publique de phonogrammes

1^o dans les points de vente et galeries commerciales, tels que définis à l'article 4;

2^o dans les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens ou de services, visés à l'article 5;

3^o dans les salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités intérieures temporaires et d'activités en plein air, tels que définis aux articles 7 et 8;

4^o par les coiffeurs et les esthéticiens, tels que définis à l'article 10;

5^o par les exploitants de lieu(x) de projection audiovisuelle ainsi que par les organisateurs d'activités temporaires de projection d'œuvres audiovisuelles, tels que définis à l'article 11;

6^o par les exploitations qui offrent de l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi que par les discothèques/dancings, tels que définis à l'article 12;

7^o au sein des entreprises, associations et services publics;

B. pour la radiodiffusion de phonogrammes

par les radiodiffuseurs, tels que définis à l'article 9, à l'exception des radios scolaires.

Gelet op het koninklijk besluit van 8 november 2001 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 5 november 2001 inzake de billijke vergoeding verschuldigd voor de mededeling van fonogrammen in polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra evenals bij gelegenheid van tijdelijke activiteiten binnen en buiten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het koninklijk besluit van 9 maart 2003 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 februari 2003 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de radio-omroepen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2004 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 15 december 2004 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de kappers en de schoonheidsspecialisten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2004 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 15 december 2004 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning evenals door de organisatoren van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 2012 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 14 november 2012 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door uitbatingen die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals door discotheken/dancings, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

Gelet op het advies van de inspecteur van Financiën, gegeven op 20 oktober 2017;

Gelet op het advies 62.363/2 van de Raad van State, gegeven op 20 november 2017, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de wetgever de wil heeft om de reglementering betreffende de billijke vergoeding meer te coördineren;

Op voordracht van de Minister van Economie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. In uitvoering van de artikelen XI.212 en XI.213 van het Wetboek van economisch recht die aan de producenten van fonogrammen en aan de uitvoerende kunstenaars recht geeft op een billijke vergoeding voor de openbare uitvoering van fonogrammen of de uitzending ervan via de omroep, bepaalt dit besluit het bedrag van de genoemde vergoeding evenals de inningsmodaliteiten van de vergoeding in de volgende gevallen:

A. voor de openbare uitvoering van fonogrammen

1^o in de verkooppunten en handelsgalerijen, zoals bepaald in artikel 4;

2^o in de uitbatingpunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten bedoeld in artikel 5;

3^o in polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra, evenals bij gelegenheid van tijdelijke binnenactiviteiten en activiteiten in open lucht, bepaald in de artikelen 7 en 8;

4^o voor de kappers en schoonheidsspecialisten, zoals bepaald in artikel 10;

5^o voor de uitbaters van een lokaal/lokale voor audiovisuele vertoning, evenals de organisatoren van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken, zoals bepaald in artikel 11;

6^o voor de uitbatingen die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals door discotheken/dancings, zoals gedefinieerd in artikel 12;

7^o binnen bedrijven, verenigingen en openbare diensten;

B. voor de uitzending van fonogrammen via de omroep

door de radio-omroepen, zoals gedefinieerd in artikel 9, met uitzondering van de schoolradio's.

Art. 2. La rémunération équitable est due par l'exploitant, tel que défini à l'article 3, 5°, ou par le radiodiffuseur, tel que défini à l'article 9, 2°.

Elle est payable par anticipation aux échéances fixées par les sociétés de gestion ou leur mandataire.

Tous les tarifs mentionnés dans le présent arrêté sont les tarifs hors T.V.A.

CHAPITRE 2. — Définitions

Section 1^{ère}. — Définitions générales

Art. 3. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° phonogramme : la fixation des sons provenant d'une interprétation ou exécution ou d'autres sons, ou d'une représentation de sons autre que sous la forme d'une fixation incorporée dans une oeuvre cinématographique ou une autre oeuvre audiovisuelle.

2° rémunération équitable : la rémunération due pour toute exécution publique de phonogrammes, ou en ce qui concerne les radiodiffuseurs, la rémunération due pour toute radiodiffusion de phonogrammes;

3° annuelle : la période du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année civile;

4° société de gestion : les sociétés de gestion collective qui représentent les artistes-interprètes ou exécutants ainsi que les sociétés de gestion collective qui représentent les producteurs de phonogrammes, ou leur mandataire chargé de la perception de la rémunération équitable;

5° exploitant : toute personne physique ou morale qui à quelque titre ou en quelque qualité que ce soit exploite ou pour le compte de laquelle est exploité un lieu ou local ou une institution tel que défini à l'article 4, sous 1° et 2°, l'article 5, sous 1°, l'article 8, l'article 10, sous 2°, 4°, 5° ou 6°, l'article 11 ou l'article 12, ou qui, à l'occasion d'un événement quelconque de nature temporaire, exerce ou organise une des activités définies à l'article 7, ou l'utilisateur d'une salle tel que défini à l'article 6, sous 1°, l'organisateur d'activités temporaires de projection d'oeuvres audiovisuelles, ou un employeur tel que défini à l'article 14, 3°;

6° exécution publique temporaire de phonogrammes : une exécution publique de phonogrammes dans tout lieu ou local accessible au public et quelles que soient les conditions mises à cet accès, où à l'occasion d'un événement quelconque de nature temporaire, une des activités définies à l'article 4, sous 1° et 2° et à l'article 5, sous 1° est exercée temporairement;

7° activité ou exploitation saisonnière : toute activité ou exploitation, qui est fermée pendant plus de trois mois consécutifs au cours d'une année civile;

8° terrasse : tout lieu ou local qui est complètement ouvert d'un côté, quelles que soient les conditions météorologiques, appartenant à un établissement tel que défini à l'article 8, sous 3° et à l'article 12 où, durant une période limitée de l'année, des repas et/ou boissons sont préparés et/ou servis en plein air, et ce, même gratuitement. Le côté ouvert ne peut pas être partiellement fermé, par exemple au moyen d'un paravent ou d'un store. Le côté ouvert peut être présent sur l'un des côtés ou sur le dessus.

Section 2. — Définitions applicables aux points de vente et aux galeries commerciales

Art. 4. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° point de vente : tout lieu ou local, accessible au public et quelles que soient les conditions mises à cet accès, affecté principalement à la vente ou l'offre en vente de biens meubles corporels, à l'exception des activités visées par d'autres sections;

2° galerie commerciale : lieu ou local accessible au public donnant accès à deux points de vente ou plus;

3° surface nette de vente : la surface des lieux ou locaux tels que définis sous 1° et 2° ci-dessus où il y a une exécution publique de phonogrammes, à l'exclusion des installations sanitaires.

Section 3. — Définitions applicables aux points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et de services

Art. 5. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° point d'exploitation : tout lieu ou local, accessible au public et quelles que soient les conditions mises à cet accès, affecté à la promotion, la vente ou l'offre en vente, la location ou sous-location, l'échange ou l'offre d'échange, l'achat ou l'offre d'achat de biens ou de services, à l'exclusion des activités consistant essentiellement en la

Art. 2. De billijke vergoeding is verschuldigd door de uitbater, zoals bepaald in artikel 3, 5° of door de radio-omroep, zoals bepaald in artikel 9, 2°.

Zij wordt vooraf betaald op de door de beheersvennootschappen of hun mandataris vastgestelde vervaldagen.

Alle tarieven vermeld in het huidige besluit zijn de tarieven zonder BTW.

HOOFDSTUK 2. — Definities

Afdeling 1. — Algemene definities

Art. 3. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° fonogram: de vastlegging van de geluiden van een uitvoering of van andere geluiden, of van een weergave van geluiden anders dan in de vorm van een vastlegging, opgenomen in een cinematografisch werk of een ander audiovisueel werk;

2° billijke vergoeding: de vergoeding verschuldigd voor elke openbare uitvoering van fonogrammen, of wat de radio-omroepen betreft, de vergoeding verschuldigd voor de uitzending van fonogrammen via de omroep;

3° jaarlijks: de periode van 1 januari tot en met 31 december van elk kalenderjaar.

4° beheersvennootschap: de collectieve beheersvennootschappen die de uitvoerende kunstenaars vertegenwoordigen alsook de collectieve beheersvennootschappen die de producenten van fonogrammen vertegenwoordigen, of hun mandataris die belast wordt met het innen van de billijke vergoeding;

5° uitbater: elke natuurlijke of rechtspersoon die in om het even welke titel of hoedanigheid een plaats of lokaal of inrichting zoals bepaald in artikel 4, onder 1° en 2°, artikel 5 onder 1°, artikel 8, artikel 10 onder 2°, 4°, 5° of 6°, artikel 11 of artikel 12 uitbaat of voor wiens rekening zulks een plaats of lokaal wordt uitgebaat of die, ter gelegenheid van om het even welk evenement van tijdelijke aard, een van de activiteiten bepaald in artikel 7 uitoefent of organiseert, of de gebruiker van een zaal zoals bepaald in artikel 6, onder 1°, de organisator van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken of een werkgever zoals bepaald in artikel 14, 3°;

6° tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen: een openbare uitvoering van fonogrammen in elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang waar, ter gelegenheid van om het even welk evenement van tijdelijke aard, een van de activiteiten hernomen in artikel 4, onder 1° en 2° en artikel 5, onder 1° tijdelijk uitgeoefend wordt;

7° seizoensgebonden activiteit of exploitatie: elke activiteit of exploitatie die meer dan drie opeenvolgende maanden in de loop van een kalenderjaar gesloten is;

8° terras: elke plaats of lokaliteit die aan één zijde volledig open is, ongeacht de weersomstandigheden, behorende tot een inrichting zoals bepaald in artikel 8, onder 3° en artikel 12 waar gedurende een beperkte periode van het jaar maaltijden en/of dranken worden bereid en/of opgediend in open lucht, en dit zelfs gratis. De open zijde mag niet deels zijn afgesloten, bijvoorbeeld door middel van een windscherm of zonnewering. De open zijde kan aanwezig zijn aan één van de zijanten of de bovenkant.

Afdeling 2. — Definities van toepassing op de verkooppunten en handelsingalerijen

Art. 4. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° verkooppunt: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang, hoofdzakelijk gebruikt voor de verkoop of aanbidding tot verkoop van materiële roerende goederen, met uitzondering van de activiteiten vermeld in andere afdelingen;

2° handelsingalerij: voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal die toegang verschaft tot twee of meerdere verkooppunten;

3° netto verkoopoppervlakte: de oppervlakte van de plaatsen of lokalen zoals bepaald onder 1° en 2° hierboven waar er een openbare uitvoering van fonogrammen plaats vindt, met uitsluiting van het sanitair.

Afdeling 3. — Definities van toepassing op uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten

Art. 5. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° uitbatingspunt: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang, gebruikt voor de promotie, de verkoop of aanbidding tot verkoop, de verhuring of de onderverhuring, het ruilen of de aanbidding tot ruilen, de aankoop of de aanbidding tot aankoop van goederen en diensten,

vente ou l'offre en vente de biens meubles corporels et plus généralement à l'exclusion des activités visées par d'autres sections;

2° surface d'exploitation : la surface des lieux ou locaux tels que définis sous 1° ci-dessus où il y a une exécution publique de phonogrammes, à l'exception des sanitaires, locaux techniques et rampes d'accès et de sortie de parkings pour véhicules motorisés;

3° services : toute prestation effectuée pour autrui soit moyennant paiement, rémunération ou honoraires, soit gratuitement;

4° titulaire d'une profession libérale : toute entreprise qui exerce de manière intellectuellement indépendante, une activité professionnelle consistant principalement en des prestations intellectuelles, qui a suivi la formation exigée et qui est soumise à un organe disciplinaire créé par ou en vertu de la loi, y compris les dentistes et les kinésithérapeutes.

Section 4. — Définitions applicables aux salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et en plein air

Sous-section 1^{ère}. — Définitions des personnes responsables et des utilisateurs

Art. 6. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° responsable de salle : le propriétaire, bailleur, concessionnaire ou toute autre personne physique ou morale, privée ou publique, agissant seule ou conjointement qui, à quelque titre que ce soit, gratuitement ou contre rémunération, loue ou met à la disposition de différentes personnes physiques ou morales, une ou plusieurs salles polyvalentes pour leur permettre d'organiser occasionnellement une activité qui entre dans le champ d'application du présent arrêté;

2° responsable de la maison de jeunes : toute personne physique ou morale qui en quelque qualité que ce soit, gère la maison de jeunes;

3° utilisateur de la salle : la personne physique ou morale à qui une salle polyvalente est louée ou mise à disposition pour y organiser, de quelque manière que ce soit, gratuitement ou contre rémunération, une activité occasionnelle qui entre dans le champ d'application du présent arrêté.

Sous-section 2. — Définitions des activités

Art. 7. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° activité intérieure temporaire : une activité de nature temporaire qui entre dans le champ d'application du présent arrêté, et qui est exercée dans le même espace intérieur ou, s'il y a plusieurs espaces, dans le même complexe de salles, quels qu'en soient les utilisateurs;

2° activité temporaire en plein air : toute activité qui tombe sous le champ d'application du présent arrêté, qui se déroule en plein air, ou à l'intérieur d'un lieu ou d'un emplacement qui n'est pas protégé par une toiture fixe et qui a été placée à l'extérieur à l'occasion d'un quelconque événement de nature temporaire. On entend par toiture fixe toute construction qui ne peut pas être montée et démontée;

3° activité « sans boisson » : activités accessibles au public et où aucun repas et/ou boisson n'est offert ou ne peut être pris, excepté s'il s'agit d'une utilisation marginale par laquelle on entend par exemple (de manière non-limitative) un distributeur automatique de boissons sans autre infrastructure;

4° activité « avec boisson » : activités accessibles au public et où des repas et/ou des boissons sont préparés et/ou servis pour consommation sur place ou non, et ce, même gratuitement;

5° activité « avec danse » : toute activité comprenant un aménagement et/ou un équipement adapté à la danse, par lequel on entend de façon non limitative et non cumulative une piste de danse adaptée, une installation musicale, une installation d'éclairage ou une décoration;

Sous-section 3. — Définitions concernant le lieu

Art. 8. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° salle polyvalente : l'espace fixe situé dans un bâtiment qui, au cours de l'année civile, accueille des activités diverses qui entrent dans le champ d'application du présent arrêté et qui sont organisées par différentes personnes autres que le responsable de la salle dont l'intervention est limitée à la location ou la mise à disposition de la salle et de ses accessoires matériels;

2° maison de jeunes : le ou les locaux du bâtiment qui accueille(nt) en permanence des activités de centres de jeunes, de maisons de jeunes, de centres de service aux jeunes et d'ateliers destinés aux jeunes;

met exclusion van de activiteiten die hoofdzakelijk bestaan uit de verkoop of de aanbidding tot verkoop van materiële roerende goederen en meer algemeen met uitsluiting van de activiteiten vermeld in andere afdelingen;

2° uitsluitingsoppervlakte: de oppervlakte van de plaatsen of lokalen zoals bepaald onder 1° hierboven waar er een openbare uitvoering van fonogrammen plaats vindt, met uitsluiting van het sanitair, technische lokalen en op- en afritten van parkeergarages voor gemotoriseerde voertuigen;

3° diensten: elke prestatie uitgevoerd voor derden ofwel tegen betaling, vergoeding of honoraria, ofwel gratis;

4° beoefenaar van een vrij beroep: elke onderneming die op intellectueel onafhankelijke wijze een beroepsactiviteit uitoefent die hoofdzakelijk uit intellectuele prestaties bestaat, die de vereiste opleiding heeft gevolgd, en die onderworpen is aan een bij of krachtens de wet opgericht tuchtorgaan met inbegrip van de tandartsen en kinesisten.

Afdeling 4. — Definities van toepassing op de polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra, evenals bij gelegenheid van tijdelijke binnenactiviteiten en tijdelijke activiteiten in open lucht

Onderafdeling 1. — Definities van de verantwoordelijke personen en gebruikers

Art. 6. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° verantwoordelijke van de zaal: de eigenaar, verhuurder, concessiehouder of elke andere natuurlijke persoon of rechtspersoon, privaats of publiek, die alleen of gezamenlijk handelt, ongeacht de wijze, kosteloos of tegen een vergoeding, één of meer polyvalente zalen verhuurt aan of ter beschikking stelt van verschillende natuurlijke personen of rechtspersonen, zodat zij occasioneel een activiteit kunnen organiseren die valt onder het toepassingsgebied van dit besluit;

2° verantwoordelijke van het jeugdhuis: elke natuurlijke persoon of rechtspersoon die onder eender welke hoedanigheid het jeugdhuis beheert;

3° gebruiker van de zaal: de natuurlijke persoon of rechtspersoon aan wie een polyvalente zaal wordt verhuurd, of ter beschikking wordt gesteld om er, ongeacht de wijze, kosteloos of tegen een vergoeding, occasioneel een activiteit te organiseren die valt onder het toepassingsgebied van dit besluit.

Onderafdeling 2. — Definities van de activiteiten

Art. 7. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° tijdelijke binnenactiviteit: een activiteit van tijdelijke aard, die valt onder het toepassingsgebied van dit besluit, en die wordt uitgeoefend in dezelfde binnenruimte of, indien er meerdere ruimten zijn, in hetzelfde complex van zalen, wie ook de gebruikers zijn;

2° tijdelijke activiteit in open lucht: een activiteit die valt onder het toepassingsgebied van dit besluit die plaatsvindt in open lucht, of binnen een niet door een vaste dakconstructie beschermde plaats of lokaliteit, die buiten geplaatst is ter gelegenheid van om het even welke gebeurtenis van voorbijgaande aard. Onder vaste dakconstructie verstaat men elke constructie die niet op en af gemonteerd kan worden;

3° activiteit « zonder drank »: activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn, en waar geen dranken en/of maaltijden aangeboden worden of genuttigd kunnen worden uitgezonderd indien het een marginaal gebruik betreft zoals bijvoorbeeld (niet limitatief) een drankenautomaat zonder verdere infrastructuur;

4° activiteit « met drank »: activiteiten die voor het publiek toegankelijk zijn, en waar maaltijden en/of dranken voor consumptie al dan niet ter plaatse worden bereid en/of opgediend, en dit zelfs indien gratis aangeboden worden;

5° activiteit « met dans »: elke activiteit die een aan het dansen aangepaste inrichting en/of aangepast materiaal vergt, waaronder op niet beperkende en niet-cumulatieve wijze een aangepaste dansvloer, muziekinstallatie, verlichtingsinstallatie of decoratie wordt verstaan;

Onderafdeling 3. — Definities betreffende de plaatsen

Art. 8. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° polyvalente zaal: vaste ruimte in een gebouw waarin gedurende het kalenderjaar diverse activiteiten plaatsvinden die ressorteren onder het toepassingsgebied van dit besluit, en die georganiseerd worden door verschillende personen, andere dan de verantwoordelijke van de zaal, wiens tussenkomst zich beperkt tot de verhuur of de terbeschikkingstelling van de zaal en de materiële toebehoren ervan;

2° jeugdhuis: het lokaal of de lokalen van het gebouw waar permanent activiteiten plaatsvinden van jeugdcentra, jeugdhuizen, jeugdclubs, jeugddiensten en jeugdateliers;

3° centre culturel : le ou les locaux du bâtiment qui accueille(nt) en permanence des activités de centres culturels ou de toute organisation qui exerce une activité socioculturelle similaire et qui met à disposition des espaces destinés à cet effet.

Section 5. — Définitions applicables aux radiodiffuseurs

Art. 9. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° radiodiffusion sonore : toute diffusion de phonogrammes par un système sans fil, y compris la diffusion par le radiodiffuseur via un autre système qui a lieu simultanément à la diffusion sans fil, de type unidirectionnel et de point à multipoint, aux fins de réception par le public sur le territoire belge. Les programmes radiophoniques ou parties de programmes radiophoniques radiodiffusés pour lesquels le radiodiffuseur percevrait une rémunération payée par l'auditeur, sont exclus du présent arrêté;

2° radiodiffuseur : toute personne physique ou morale qui exerce une activité de radiodiffusion sonore et qui est reconnu comme radiodiffuseur sonore par une des communautés;

3° radiodiffuseur non-local : le radiodiffuseur qui n'est pas un radiodiffuseur local au sens du 4°;

4° radiodiffuseur local : le radiodiffuseur reconnu comme radiodiffuseur local par une des communautés ou l'autorité fédérale;

5° radio scolaire : radio exploitée dans le cadre d'un projet éducatif par un établissement d'enseignement organisé ou subventionné par une des communautés ou reconnu par elle avec une autorisation d'émettre;

6° heures de musique : les heures de diffusion de phonogrammes pour lesquelles une rémunération est due en exécution des articles XI.212 et XI.213 du Code de droit économique;

7° ressources du radiodiffuseur : les recettes liées à l'activité radiophonique du radiodiffuseur. Elles comprennent notamment les subsides, les dotations et les subventions, les recettes publicitaires et de sponsoring ainsi que les dons et cotisations, à l'exclusion des échanges de publicité.

Par recettes publicitaires, on entend l'ensemble des sommes facturées aux annonceurs pour la diffusion de leurs messages publicitaires, avant déduction des frais et commissions notamment de régie publicitaire.

Les ressources définies dans la présente disposition sont prises en compte globalement pour l'ensemble des activités radiophoniques du radiodiffuseur qu'elles soient perçues directement par le radiodiffuseur ou par un autre organisme pour le compte du radiodiffuseur.

Au cas où le radiodiffuseur émet sur plusieurs chaînes, les ressources prises en compte pour la détermination du prix de l'heure de musique sont calculées par chaîne.

Au cas où la part spécifique des dotations ou subventions reçues par le radiodiffuseur pour ses activités de radio- et de télédiffusion affectée au financement de ses activités radiophoniques ne peut pas être certifiée, cette part sera calculée forfaitairement comme suit : montant total de la dotation ou subvention x 20 %; le montant obtenu est ensuite réparti à parts égales sur chacune des chaînes de radios exploitées par le radiodiffuseur et ajouté aux autres ressources de la chaîne;

8° audience : l'audience cumulée d'un radiodiffuseur pondérée par la durée d'écoute de ses auditeurs, soit l'audience instantanée pondérée (AIP), calculée sur les programmes radiophoniques émis de 05 h à 05 h.

L'audience instantanée pondérée (AIP) est déterminée sur base de données objectives obtenues au moyen d'une ou plusieurs études menées en Belgique par un organisme de référence reconnu.

Section 6. — Définitions applicables aux coiffeurs et esthéticiens

Art. 10. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° coiffeur : toute personne physique ou morale dont l'activité consiste à soigner ou à faire soigner, de manière habituelle, la chevelure, la barbe ou la moustache des hommes, ainsi que la chevelure des dames.

Ces soins comportent notamment : le rasage, la taille de la moustache, de la barbiche, de la barbe et des cheveux, le brûlage, le shampooing, la décoloration, la teinture, l'ondulation, la permanente, la mise en plis et les soins accessoires qui en découlent ;

3° cultureel centrum: het lokaal of de lokalen van het gebouw waar permanent activiteiten plaatsvinden van de culturele centra of van elke organisatie die een vergelijkbare socioculturele activiteit uitoefent en daar ruimten voor ter beschikking stelt.

Afdeling 5. — Definities van toepassing op de radio-omroepen

Art. 9. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° radio-uitzending: elke uitzending van fonogrammen via een draadloos systeem, met inbegrip van de uitzending door de radio-omroep via een ander systeem die gelijktijdig met de draadloze uitzending plaatsvindt, die unidirectioneel en van punt tot multipunt is, opdat het publiek deze op het Belgisch grondgebied zou kunnen ontvangen. De radiofonische programma's of gedeelten van radiofonische programma's waarvoor de radio-omroep een door de luisteraar betaalde vergoeding zou ontvangen, wordt van onderhavig besluit uitgesloten;

2° radio-omroep: elke natuurlijke of rechtspersoon die een activiteit van radio-uitzending uitoefent en als radio-omroep erkend is door een van de gemeenschappen;

3° niet-lokale radio-omroep: de radio-omroep die geen lokale radio is in de zin van 4°;

4° lokale radio-omroep: de radio-omroep die als lokale radio-omroep erkend is door een van de gemeenschappen of de federale overheid;

5° schoolradio: de radio die in het kader van een educatief project wordt uitgebaat door een onderwijsinstelling, georganiseerd of gesubsidieerd door een van de gemeenschappen, of die door deze gemeenschap erkend is met toelating tot radio-uitzending;

6° uren muziek: het aantal uren dat fonogrammen worden uitgezonden en waarvoor in uitvoering van artikelen XI.212 en XI.213 van het Wetboek van economisch recht een vergoeding is verschuldigd;

7° financiële middelen van de radio-omroep: de inkomsten verbonden aan de radiofonische activiteit van de radio-omroep. Zij omvatten onder meer de subsidies, de dotaties, de toelagen, de reclame- en sponsoringsinkomsten, evenals de giften en bijdragen met uitzondering van de ruil van reclameboodschappen.

Onder reclame-inkomsten wordt verstaan, het geheel van de aan de adverteerders gefactureerde sommen voor de uitzending van hun reclameboodschappen, voor de aftrek van kosten en commissies onder andere van de reclamereguleerder.

De in deze bepaling bepaalde inkomsten worden globaal in aanmerking genomen voor het geheel van de omroepactiviteiten van de radio-omroep, of zij rechtstreeks door de radio-omroep of onrechtstreeks door een ander organisme voor rekening van de radio-omroep worden geïnd.

Als er verschillende radio-omroep programma's zijn, worden de financiële middelen voor het bepalen van de prijs van het muziekkuur per radio-omroep programma berekend.

In het geval waarin het specifieke gedeelte van de dotaties of toelagen ontvangen door de radio-omroep voor zijn activiteiten van radio- en televisie-uitzending bestemd voor de financiering van zijn radio-activiteiten niet kan gecertificeerd worden, wordt dat deel forfaitair berekend als volgt: gehele bedrag van de dotatie of toelage x 20 %; het verkregen bedrag wordt vervolgens in gelijke delen verdeeld over elk van de radio-omroepprogramma's uitgebaat door de radio-omroep en opgeteld bij de andere inkomsten van het kanaal;

8° publiek: samengevoegd aantal luisteraars van een radio-omroep, gewogen door de luisterduur van haar luisteraars, zijnde het ogenblikkelijk gewogen bereik (OGB), berekend op radioprogramma's die worden uitgezonden van 05 u. tot 05 u.

Het ogenblikkelijk gewogen bereik (OGB) wordt bepaald op basis van objectieve gegevens die werden verkregen door middel van één of verschillende studies die in België werden uitgevoerd door een erkende, gezaghebbende organisatie.

Afdeling 6. — Definities van toepassing op de kappers en schoonheidsspecialisten

Art. 10. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° kapper: elke natuurlijke of rechtspersoon wiens regelmatige activiteit bestaat uit het verzorgen van het haar, de baard of de snor van heren en het haar van dames.

Die verzorging omvat onder meer: scheren, knippen van snorren, sikjes, baarden en haar, schroeien, wassen, bleken, verven, golven, permanenten, watergolven en de bijbehorende verdere verzorging;

2° salon de coiffure : tout lieu ou local, accessible au public, quelles que soient les conditions mises à cet accès, qui est affecté principalement à l'exercice de l'activité définie au point 1° ci-dessus;

3° esthéticien : toute personne physique ou morale qui, d'une manière habituelle, donne des soins de beauté appliqués à la peau du visage, aux mains et aux pieds ou à d'autres parties du corps, en utilisant les produits destinés à maintenir ou à améliorer l'aspect esthétique du corps humain. Cela inclut, entre autres, les ongleries;

4° salon de beauté : tout lieu ou local accessible au public, quelles que soient les conditions mises à cet accès, qui est affecté principalement à l'exercice de l'activité décrite au point 3° ci-dessus.

Les centres de bronzage, salons de massage et saunas ne tombent pas dans le champ d'application du présent arrêté;

5° salon artisanal : salon exploité par un seul coiffeur ou par un seul esthéticien éventuellement assisté soit d'un seul membre de sa famille (en ligne directe) soit d'un seul coiffeur ou d'un seul esthéticien sous contrat d'apprentissage;

6° salon professionnel : salon exploité par un ou plusieurs coiffeur(s) ou esthéticien(s), en dehors des cas visés au point 5° ci-dessus.

Section 7. — Définitions applicables aux exploitants de lieux de projection audiovisuelle ainsi qu'aux organisateurs d'activités temporaires de projection d'œuvres audiovisuelles

Art. 11. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° lieu de projection audiovisuelle : tout lieu ou local accessible au public, quelles que soient les conditions mises à son accès, où des œuvres audiovisuelles sont projetées;

2° drive-in : tout lieu ou local accessible au public, quelles que soient les conditions mises à son accès, où des œuvres audiovisuelles sont projetées et où le public reste assis dans sa voiture.

Section 8. — Définitions applicables aux exploitations qui offrent de l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi qu'aux discothèques/dancings

Art. 12. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° établissement Horeca : tout lieu ou local accessible au public, quelles que soient les conditions d'accès, où de l'hébergement est offert et/ou des repas et/ou des boissons sont préparés et/ou servis pour consommation sur place ou non, et ce, même gratuitement.

Sont assimilés aux établissements Horeca : tout lieu ou local accessible au public, où les membres d'une association ou d'un groupement et leurs invités et/ou visiteurs se réunissent, quelles que soient les conditions d'accès, pour y utiliser un hébergement et/ou y consommer des repas et/ou des boissons.

Ne sont pas assimilés à un établissement Horeca : les lieux qui relèvent d'un autre tarif prévu dans cet arrêté et qui, au maximum 24 heures par an, relèvent de la définition prévue à l'alinéa 1^{er};

2° discothèque-dancing: toute exploitation telle que définie sous 1°, avec un aménagement et/ou un équipement adapté à la danse, par lequel on entend de façon non limitative et non cumulative une piste de danse permanente, une installation musicale adaptée, une installation d'éclairage ou une décoration;

3° établissement mixte: toute exploitation où, dans des locaux isolés et clairement séparés par une construction fixe, un établissement Horeca et une discothèque-dancing, tels que définis respectivement sous 1° et 2°, sont exploités;

4° établissement Horeca avec activité régulière de danse (café dansant, restaurant-dansant,...) : tout établissement Horeca tel que défini sous 1° ci-dessus où l'on danse de manière régulière sur une partie de la surface réservée prioritairement à l'exploitation Horeca;

5° chambre d'un établissement d'hébergement : une chambre à louer par des clients pour au moins une nuitée, en vue de l'hébergement de ces clients dans un hôtel, gîte, chambre d'hôtes, bungalow, chalet et tous les autres établissements fournissant des services d'hébergement, à l'exception des auberges de jeunesse;

6° établissement Horeca ambulante : un établissement Horeca sans place fixe, se déplaçant çà et là sur des marchés, braderies, dans les étals, de porte-à-porte etc.

2° kapsalon: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang, dat hoofdzakelijk voor de uitoefening van de onder 1° hierboven bepaalde activiteit bestemd is;

3° schoonheidsspecialist: elke natuurlijke of rechtspersoon wiens regelmatige activiteit bestaat uit de schoonheidsverzorging van gezichtshuid, handen en voeten of van andere lichaamsgedeelten, door het gebruiken van producten bestemd tot het handhaven of het verbeteren van het esthetische aspect van het mensenwezen. Nagelstudio's zijn hier onder andere inbegrepen;

4° schoonheidssalon: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang, dat hoofdzakelijk voor de uitoefening van de onder 3° hierboven bepaalde activiteit bestemd is.

Zonnebankcentra, massagesalons en sauna's vallen niet onder het toepassingsgebied van dit besluit;

5° ambachtelijk salon: salon dat wordt uitgbaat door één kapper of één schoonheidsspecialist, eventueel bijgestaan door ofwel één familielid (in rechte lijn) ofwel één kapper of schoonheidsspecialist onder leercontract;

6° professioneel salon: salon dat wordt uitgbaat door een of verschillende kapper(s) of schoonheidsspecialisten, buiten de in punt 5° hierboven bedoelde gevallen.

Afdeling 7. — Definities van toepassing op de uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning en op de organisatoren van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken

Art. 11. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° lokaal voor audiovisuele vertoning: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang waar audiovisuele werken vertoond worden;

2° drive-in: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaal, ongeacht de voorwaarden die gesteld worden aan de toegang waar audiovisuele werken vertoond worden en waarbij het publiek in hun personenauto blijven zitten.

Afdeling 8. — Definities van toepassing op de exploitaties die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals op discotheken/dancings

Art. 12. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° horeca-inrichting: elke voor het publiek toegankelijke plaats of lokaliteit, ongeacht de toegangsvoorwaarden, waar logies worden aangeboden en/of waar maaltijden en/of dranken voor consumptie al dan niet ter plaatse worden bereid en/of opgediend, en dit zelfs gratis.

Worden gelijkgesteld met een Horeca-inrichting: alle voor het publiek toegankelijke plaatsen of lokaliteiten waar leden van een vereniging of van een groepering en hun genodigden en/of bezoekers bijeenkomen, en dit ongeacht de toegangsvoorwaarden, om er logies en/of maaltijden en/of dranken te gebruiken.

Worden niet gelijkgesteld met een Horeca-inrichting: de plaatsen die onder een ander tarief voorzien in dit besluit vallen en die maximaal 24 uur per jaar onder de definitie voorzien in het eerste lid vallen;

2° discotheek-dancing: elke exploitatie zoals bepaald in 1°, met een voor dans geschikte inrichting en/of uitrusting, waaronder op eenniet-limitatieve en niet-cumulatieve wijze een permanente dansvloer, een aangepaste muziekinstallatie, lichtinstallatie of decoratie wordt verstaan;

3° gemengde inrichting: elke exploitatie waar in afzonderlijke en door een vaste constructie duidelijk van elkaar gescheiden ruimten een Horeca-inrichting en een discotheek - dancing, zoals bepaald in respectievelijk 1° en 2°, worden uitgbaat;

4° horeca inrichting met regelmatige dans (danscafé, dansrestaurant,...): elke Horeca inrichting zoals gedefinieerd onder 1°, waar regelmatig gedanst wordt op een deel van de oppervlakte die prioritair bestemd is voor de Horeca inrichting;

5° kamer van logiesverstreckende inrichting: een kamer die voor klanten voor minstens een volledige nacht te huur is met het oog op logies van deze klanten, in een hotel, gîte, bed&breakfast, bungalow, chalet en alle andere inrichtingen die logies verstrekken met uitzondering van jeugdherbergen;

6° ambulante horeca-inrichting: een horeca-inrichting zonder vaste plaats, heen en weer trekkend op markten, braderieën, in kramen, langs de deuren e.d.m.

Art. 13. Pour l'application du présent arrêté on entend par :

1° surface permanente : la surface des sols (de mur à mur) des lieux ou locaux tels que définis à l'article 12 où il y a une exécution publique de phonogrammes et où de manière habituelle de l'hébergement est offert et/ou des repas et/ou des boissons sont préparés et/ou servis. La surface des chambres des établissements d'hébergement n'entre pas en ligne de compte pour le calcul de la surface permanente;

2° surface occasionnelle : la surface des sols (de mur à mur) des lieux ou locaux tels que définis à l'article 12, où il y a une exécution publique de phonogrammes et où de l'hébergement est offert et/ou des repas et/ou des boissons sont préparés et/ou servis de façon non permanente par l'exploitant;

3° surface totale : la somme des surfaces permanentes et occasionnelles.

Section 9. — Définitions applicables à l'exécution publique de phonogrammes au sein des entreprises, associations et services publics, en ce qui concerne les espaces accessibles uniquement au personnel

Art. 14. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1° lieu de travail : tout lieu où un travail est effectué, qu'il se trouve dans un établissement ou en dehors de celui-ci ou qu'il se trouve dans un espace clos ou ouvert;

2° travailleur : travailleur tel que défini à l'article 2 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

3° employeur : employeur tel que défini à l'article 2 de la loi du 4 août 1996 relative au bien-être des travailleurs lors de l'exécution de leur travail;

4° restaurant ou cantine d'entreprise : restaurant ou cantine qui est mis(e) à la disposition du travailleur par l'employeur au sein de ses établissements;

5° fête du personnel : fête ou célébration ayant lieu au sein des établissements de l'employeur au profit (d'une partie) des travailleurs et, éventuellement, de leurs partenaires et parents jusqu'au premier degré.

CHAPITRE 3. — Déclaration

Section 1^{ère}. — Généralités

Art. 15. Les sociétés de gestion ont l'obligation, par secteur repris dans une section ci-dessous, d'établir des formulaires électroniques sur lesquels les renseignements mentionnés dans ce chapitre sont demandés aux exploitants ou radiodiffuseurs. Ces formulaires peuvent être téléchargés sur le site internet des sociétés de gestion ou de leur mandataire.

Art. 16. Les renseignements suivants sont fournis, par chaque exploitant ou radiodiffuseur, lorsqu'il y a une exécution publique ou radiodiffusion de phonogrammes :

1° le nom de la personne physique qui complète le formulaire;

2° la dénomination commerciale ou le nom de la maison de jeunes ou du lieu visé à l'article 5 et son adresse;

3° le numéro d'entreprise et, s'il y a lieu, le numéro d'unité d'établissement;

4° le nom et la qualité de la personne chargée de la gestion journalière;

5° la source de l'exécution publique de phonogrammes;

6° le genre de musique;

7° s'il souhaite, sur base de l'article 73, payer par trimestre, semestre ou annuellement.

Art. 17. Lorsque un exploitant ou radiodiffuseur a plusieurs activités, exploitations ou chaînes, cet exploitant ou radiodiffuseur a le choix d'introduire une déclaration séparée pour chaque activité, exploitation ou chaîne, ou une déclaration globale pour l'ensemble desdites activités, exploitations ou chaînes.

Art. 18. Si une surface doit être déclarée dans les sections suivantes, il s'agit de la surface nette pour laquelle, au 1^{er} janvier de l'année civile, la rémunération équitable est due.

Pour les activités ou exploitations ouvrant pour la première fois en cours d'année, la surface nette pour la première année d'exploitation est la surface au début de l'exécution publique de phonogrammes.

Art. 13. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° permanente oppervlakte: de oppervlakte van de vloeren (van muur tot muur) van de in artikel 12 vermelde plaatsen of lokaliteiten waar een openbare uitvoering van fonogrammen is en waar gewoonlijk logies worden aangeboden en/of waar maaltijden en/of dranken worden bereid en/of opgediend. De oppervlakte van de kamers in logiesverstreckende bedrijven wordt niet in aanmerking genomen voor de berekening van de permanente oppervlakte;

2° occasionele oppervlakte: de oppervlakte van de vloeren (van muur tot muur) van de in artikel 12 vermelde plaatsen of lokaliteiten waar een openbare uitvoering van fonogrammen is en waar niet permanent logies worden aangeboden en/of waar niet-permanent maaltijden en/of dranken worden bereid en/of opgediend door de uitbater;

3° totale oppervlakte: de som van de permanente en occasionele oppervlaktes.

Afdeling 9. — Definities van toepassing bij de openbare uitvoering van fonogrammen in ondernemingen, verenigingen en openbare diensten voor wat betreft de ruimten die enkel toegankelijk zijn voor het personeel

Art. 14. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° arbeidsplaats: elke plaats waar arbeid wordt verricht, ongeacht of deze zich binnen of buiten een inrichting bevindt en ongeacht of deze zich in een besloten of in een open ruimte bevindt;

2° werknemer: werknemer zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

3° werkgever: werkgever zoals bepaald in artikel 2 van de wet van 4 augustus 1996 betreffende het welzijn van de werknemers bij de uitvoering van hun werk;

4° bedrijfskantine of bedrijfsrestaurant: kantine of restaurant die door de werkgever binnen zijn inrichtingen ter beschikking van de werknemer wordt gesteld;

5° personeelsfeest: feest of viering die binnen de inrichtingen van de werkgever plaatsvindt ten behoeve van (een deel van) de werknemers, en eventueel hun partners en verwanten tot de eerste graad;

HOOFDSTUK 3. — Aangifte

Afdeling 1. — Algemeen

Art. 15. De beheersvennootschappen hebben de plicht om per sector opgenomen in een afdeling hieronder, elektronische formulieren op te stellen waarop de onder dit hoofdstuk vermelde inlichtingen worden gevraagd aan de uitbaters of radio-omroepen. Deze formulieren kunnen gedownload worden op de website van de beheersvennootschappen of hun mandataris.

Art. 16. De volgende inlichtingen worden, door iedere uitbater of radio-omroep gegeven wanneer er een openbare uitvoering of uitzending via de omroep van fonogrammen plaatsvindt:

1° de naam van de fysieke persoon die het formulier invult;

2° de handelsnaam of de naam van het jeugdhuis of van de plaats bedoeld in artikel 5 en het adres;

3° het ondernemingsnummer en indien toepasselijk het vestigings-eenheidsnummer;

4° de naam en de hoedanigheid van de persoon die belast is met het dagelijks bestuur;

5° de bron van de openbare uitvoering van fonogrammen;

6° de soort van muziek;

7° of ze, op grond van artikel 73, per trimester, semester of op jaarbasis wensen te betalen.

Art. 17. Wanneer een uitbater of radio-omroep verschillende activiteiten, exploitaties of zenders heeft, heeft deze uitbater of radio-omroep de keuze om voor elke activiteit of exploitatie of zender een afzonderlijke aangifte in te dienen of om een globale aangifte in te dienen voor het geheel van deze activiteiten, exploitaties of zenders.

Art. 18. Indien er een oppervlakte in de volgende afdelingen moet worden aangegeven, is dit de netto oppervlakte waar op 1 januari van het kalenderjaar de billijke vergoeding voor verschuldigd is.

Voor activiteiten of exploitaties die voor de eerste maal geopend worden in de loop van het jaar, is de netto oppervlakte voor het eerste exploitatiejaar de oppervlakte bij het begin van de openbare uitvoering van fonogrammen.

Art. 19. Le délai pour fournir les renseignements est de cinq jours avant le début de l'exécution publique de phonogrammes.

Section 2. — Renseignements à fournir par les points de vente et les galeries commerciales

Art. 20. § 1. L'exploitant d'un point de vente ou d'une galerie commerciale fournit pour chaque point de vente ou galerie commerciale, les informations suivantes :

- 1° la date du début de l'exécution publique de phonogrammes dans le point de vente ou la galerie commerciale;
- 2° la surface nette de vente exprimée en m²;
- 3° le type d'activité exercée dans le point de vente;
- 4° le lieu où l'activité s'effectue.

§ 2. En cas d'exécution publique temporaire de phonogrammes, les informations suivantes sont en outre fournies :

- 1° la durée de l'exécution publique temporaire de phonogrammes (jour et heure de début, jour et heure de fin);
- 2° si nécessaire/le cas échéant, le nombre de haut-parleurs.

Section 3. — Renseignements à fournir par les points d'exploitation

Art. 21. § 1^{er}. L'exploitant d'un point d'exploitation fournit pour chaque point d'exploitation, les informations suivantes :

- 1° la date du début de l'exécution publique de phonogrammes dans le point d'exploitation;
- 2° la surface nette d'exploitation exprimée en m²;
- 3° le type d'activité exercée dans le point d'exploitation;
- 4° le lieu où l'activité s'effectue.

§ 2. En cas d'exécution publique temporaire de phonogrammes, les informations suivantes sont en outre fournies :

- 1° la durée de l'exécution publique temporaire de phonogrammes (jour et heure de début, jour et heure de fin);
- 2° si nécessaire/le cas échéant, le nombre de haut-parleurs.

Section 4. — Renseignements à fournir par les maisons de jeunes, les salles polyvalentes, et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures ou en plein air

Sous-section 1^{ère}. — en cas d'application de l'article 33 ou 34

Art. 22. Pour bénéficier du tarif visé à l'article 33 ou à l'article 34, le responsable de la maison de jeunes ou le débiteur visé à l'article 33, communique les informations suivantes :

- 1° le nom ou la dénomination du responsable de la maison de jeunes ou du débiteur, ainsi que son adresse;
- 2° la surface respective en m² accessible au public dans le cadre des activités, quelles que soient les conditions d'accès;
- 3° si des activités avec danse sont ou non organisées dans la maison de jeunes ou dans le lieu visé à l'article 33;

Sous-section 2. — en cas d'application de l'article 35 ou 36

Art. 23. Pour bénéficier du tarif visé à l'article 35 ou à l'article 36, le responsable de la salle polyvalente ou du centre culturel doit, selon le cas, communiquer les informations suivantes :

- 1° son nom ou sa dénomination et son adresse;
- 2° la surface respective en m² où a lieu une exécution publique de phonogrammes;
- 3° préciser si, dans la ou les salles polyvalentes ou dans le centre culturel, sont ou non organisées des activités au cours desquelles sont servis des repas et/ou sont exercées des activités avec danse.

Sous-section 3. — en cas d'activité temporaire

Art. 24. L'exploitant fournit au moins les informations suivantes :

- 1° le nom et l'adresse de l'exploitant et/ou de l'organisateur;
- 2° la surface en m² où a lieu une exécution publique de phonogrammes;
- 3° le lieu où l'activité intérieure temporaire ou l'activité temporaire en plein air est exploitée;
- 4° la date, l'heure du début et l'heure estimée de la fin de l'exécution publique de phonogrammes;

Art. 19. De termijn voor het verstrekken van de inlichtingen is vijf kalenderdagen voorafgaand aan het begin van de openbare uitvoering van fonogrammen.

Afdeling 2. — Inlichtingen te verstrekken door verkooppunten en handelsgalerijen

Art. 20. § 1. De uitbater van een verkooppunt of een handelsgalerij verstrekt voor ieder verkooppunt of voor iedere handelsgalerij, de volgende gegevens:

- 1° de datum van het begin van de openbare uitvoering van fonogrammen in het verkooppunt of de handelsgalerij;
- 2° de netto verkoopoppervlakte uitgedrukt in m²;
- 3° het soort van activiteit die in het verkooppunt wordt uitgeoefend;
- 4° plaats waar de activiteit plaatsvindt.

§ 2. In geval van tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen, worden bovendien de volgende gegevens worden verstrekt:

- 1° de duur van de tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen (dag en uur van het begin, dag en uur van het einde);
- 2° zo nodig/in voorkomend geval het aantal luidsprekers.

Afdeling 3. — Inlichtingen te verstrekken door uitbatingspunten

Art. 21. § 1. De uitbater van een uitbatingspunt verstrekt voor ieder uitbatingspunt, de volgende gegevens:

- 1° de datum van het begin van de openbare uitvoering van fonogrammen in het uitbatingspunt;
- 2° de uitbatingsoppervlakte uitgedrukt in m²;
- 3° het soort van activiteit die in het uitbatingspunt wordt uitgeoefend;
- 4° de plaats waar de activiteit plaatsvindt.

§ 2. In geval van tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen, worden bovendien de volgende gegevens verstrekt:

- 1° de duur van de tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen (dag en uur van het begin, dag en uur van het einde);
- 2° zo nodig/in voorkomend geval het aantal luidsprekers.

Afdeling 4. — Inlichtingen te verstrekken door jeugthuizen, polyvalente zalen en culturele centra, en organisatoren van tijdelijke binnenactiviteiten of activiteiten in open lucht

Onderafdeling 1. — in geval van toepassing van artikel 33 of 34

Art. 22. Om het in de artikelen 33 of 34 bedoelde tarief te kunnen genieten, deelt de verantwoordelijke van het jeugdhuis of de debiteur bedoeld in artikel 33, de volgende gegevens mee:

- 1° de naam of de benaming van de verantwoordelijke van het jeugdhuis of van de debiteur, evenals zijn adres;
- 2° de respectieve oppervlakte in vierkante meter toegankelijk voor het publiek in het kader van de activiteiten ongeacht de toegangsvoorwaarden;
- 3° of er in het jeugdhuis of in de plaats bedoeld in artikel 33, al dan niet activiteiten met dans worden georganiseerd;

Onderafdeling 2. — in geval van toepassing van artikel 35 of 36

Art. 23. Om het in artikel 35 of artikel 34 bedoelde tarief te kunnen genieten, deelt de verantwoordelijke van de zaal of het culturele centrum, naargelang het geval, de volgende gegevens mee:

- 1° zijn naam of benaming en zijn adres;
- 2° de respectieve oppervlakte in vierkante meter waar een openbare uitvoering van fonogrammen plaatsvindt;
- 3° verduidelijken of in de polyvalente za(a)l(en) of in het culturele centrum al dan niet activiteiten worden georganiseerd waarbij maaltijden worden geserveerd en/of activiteiten met dans worden uitgeoefend.

Onderafdeling 3. — in geval van een tijdelijke activiteit

Art. 24. De uitbater verstrekt ten minste de volgende gegevens:

- 1° naam en adres van de uitbater en/of de inrichter;
- 2° de oppervlakte in m² waar een openbare uitvoering van fonogrammen plaatsvindt;
- 3° plaats waar de tijdelijke binnenactiviteit of de tijdelijke activiteit in open lucht wordt uitgebaat;
- 4° de datum, het aanvangsuur en het vermoedelijke einduur van de openbare uitvoering van fonogrammen;

5° la nature de l'activité intérieure temporaire ou de l'activité temporaire en plein air : activité sans boisson, avec boisson, activité avec danse, et, le cas échéant, le prix d'entrée.

Section 5. — Renseignements à fournir par les radiodiffuseurs

Art. 25. § 1. Le radiodiffuseur fournit au moins les informations suivantes :

1° la date du début des activités de radiodiffusion;

2° la dénomination sous laquelle les programmes radiophoniques sont émis;

§ 2. Le radiodiffuseur non-local fournit par ailleurs les informations suivantes :

1° le nombre annuel d'heures de musique radiodiffusées;

2° le montant annuel des ressources telles que visées à l'article 9, 7°, certifié exact par le commissaire si l'entreprise dispose d'un commissaire; à défaut, le montant annuel des ressources sera certifié par un réviseur d'entreprise;

3° l'existence éventuelle d'un contrat de franchise, de coopération et/ou de services.

Art. 26. Le radiodiffuseur est tenu de fournir sur base trimestrielle et pour le 15 du mois qui suit le trimestre, la liste des phonogrammes diffusés, à moins qu'un autre délai soit convenu de commun accord.

Cette liste comporte les éléments suivants :

1° la date de radiodiffusion;

2° l'identification du programme;

3° le titre de la chanson, de la composition musicale ou de la prestation artistique;

4° le nom de l'artiste-interprète ou exécutant;

5° le nom du compositeur (musique classique);

6° le mouvement de la composition musicale radiodiffusée (musique classique);

7° la durée de radiodiffusion (en minutes et secondes);

8° l'année de fixation du phonogramme;

9° le label de distribution et/ou de production;

10° le code ISRC, pour autant qu'il soit mentionné sur le phonogramme.

Cette liste est fournie sur un support adéquat, en deux exemplaires maximum, et suivant un format à convenir entre le radiodiffuseur et les sociétés de gestion.

Le code ISRC est communiqué par les radiodiffuseurs pour tous les phonogrammes mis sur le marché à partir du 1^{er} janvier 2003.

Section 6. — Renseignements à fournir par les coiffeurs et esthéticiens

Art. 27. Le coiffeur ou l'esthéticien fournit au moins les informations suivantes :

1° le type de salon exploité : artisanal ou professionnel, ainsi que le lieu d'exploitation du salon;

2° la date du début de l'exécution publique de phonogrammes.

Section 7. — Renseignements à fournir par les exploitants de lieux de projection audiovisuelle ainsi que par les organisateurs d'activités temporaires de projection d'œuvres audiovisuelles

Art. 28. L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle ou l'organisateur d'activités temporaires de projection d'œuvres audiovisuelles fournit au moins les informations suivantes :

1° le nombre de places assises ou d'emplacements de voitures dans le cas d'un drive-in, que comporte(nt) le ou les lieu(x) défini(s) à l'article 11;

2° la date du début de l'exécution publique de phonogrammes.

5° aard van de tijdelijke binnenactiviteit of van de tijdelijke activiteit in open lucht: activiteit zonder drank, met drank, activiteit met dans, en in voorkomend geval, de inkomprijs.

Afdeling 5. — Inlichtingen te verstrekken door radio-omroepen

Art. 25. § 1. De radio-omroep verstrekt ten minste de volgende gegevens:

1° de datum van de start van de omroepactiviteiten;

2° de benaming onder dewelke de radioprogramma's worden uitgezonden;

§ 2. De niet-lokale radio-omroep verstrekt bovendien de volgende gegevens:

1° het jaarlijks aantal uren uitgezonden muziek;

2° het jaarlijkse bedrag van de in artikel 9, 7°, bedoelde financiële middelen voor echt gecertificeerd door de commissaris indien de onderneming over een commissaris beschikt; in de overige gevallen wordt het jaarlijkse bedrag van de financiële middelen gecertificeerd door een bedrijfsrevisor;

3° het eventuele bestaan van een franchisecontact, een samenwerkings-en/of dienstenakkoord.

Art. 26. De radio-omroep is verplicht driemaandelijks voor de 15^e van de maand volgend op het trimester, de lijst van uitgezonden fonogrammen over te maken, tenzij in onderling overleg een andere termijn wordt overeengekomen.

In deze lijst zijn de volgende elementen opgenomen:

1° de datum van uitzending;

2° identificatie van het programma;

3° de titel van het lied, van de muzikale compositie of van de artistieke prestatie;

4° de naam van de uitvoerende kunstenaar;

5° de naam van de componist (klassieke muziek);

6° het deel van de uitgezonden muzikale compositie (klassieke muziek);

7° de duur van de uitzending (in minuten en seconden);

8° het jaar van vastlegging van het fonogram;

9° het label van de distributie en/of de productie;

10° de ISRC-code voor zover zij is aangebracht op het fonogram.

Deze lijst wordt op een gepaste gegevensdrager en in maximum twee exemplaren geleverd, in een formaat dat tussen de radio-omroep en de beheersvennootschappen moet worden overeengekomen.

De ISRC-code wordt medegedeeld door de radio-omroepen voor alle fonogrammen die vanaf 1 januari 2003 op de markt worden gebracht.

Afdeling 6. — Inlichtingen te verstrekken door kappers en schoonheidsspecialisten

Art. 27. De kapper of de schoonheidsspecialist verstrekt ten minste de volgende gegevens:

1° het soort salon dat hij uitbaat: ambachtelijk of professioneel, en de plaats van exploitatie van het salon;

2° de aanvangsdatum van de openbare uitvoering van fonogrammen.

Afdeling 7. — Inlichtingen te verstrekken door uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning of organisatoren van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken

Art. 28. De uitbater van een lokaal of lokalen voor audiovisuele vertoning of de organisator van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken verstrekt ten minste de volgende gegevens:

1° het aantal zitplaatsen of standplaatsen voor personenauto's in geval van een drive-in voor de plaats(en) bepaald in artikel 11;

2° de aanvangsdatum van de openbare uitvoering van fonogrammen.

Section 8. — Renseignements à fournir par les exploitants qui offrent de l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi que par les discothèques/dancings

Art. 29. § 1^{er}. L'exploitant qui offre de l'hébergement et/ou prépare et/ou sert des repas et/ou des boissons, ainsi que l'exploitant de discothèques/dancings fournit au moins les informations suivantes :

1° la surface permanente en m² pour les établissements Horeca et les établissements Horeca ambulants, ainsi que pour les discothèques-dancings, la surface totale et le nombre de jours par semaine ou par mois où ils sont habituellement ouverts;

2° la surface occasionnelle de l'établissement Horeca en m²;

3° la surface des terrasses en m²;

4° pour les établissements d'hébergement visés à l'article 12, 5°, le nombre de chambres et leur classe de confort;

5° la date du début de l'exécution publique de phonogrammes; et

Le cas échéant,

6° pour les établissements Horeca ambulants, la durée de l'activité temporaire;

7° le nombre de haut-parleurs pour les établissements Horeca ambulants.

§ 2. Les exploitants de discothèques ou dancings sont tenus de fournir, pour les jours d'ouverture occasionnelle, au moins les informations suivantes :

1° le nombre de jours d'ouverture occasionnelle;

2° la surface permanente en m² pour les établissements Horeca ainsi que pour les discothèques-dancings, la surface totale et le nombre de jours par semaine ou par mois où ils sont habituellement ouverts;

3° la surface des terrasses en m².

Section 9. — Renseignements à fournir par les employeurs relatifs à l'exécution publique de phonogrammes au sein des entreprises, associations et services publics, en ce qui concerne les espaces accessibles uniquement au personnel

Art. 30. Si une exécution publique de phonogrammes a lieu au sein des entreprises, associations et services publics, en ce qui concerne les espaces accessibles uniquement au personnel, l'employeur fournit au moins les données suivantes :

1° le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, sur base du bilan social. L'employeur peut cependant choisir de déclarer le nombre de travailleurs, exprimé en équivalents temps plein, vis-à-vis desquels est effectuée une exécution publique;

2° la date du début de l'exécution publique de phonogrammes;

Et, le cas échéant :

3° la surface des cantines et/ou restaurants d'entreprise si une exécution publique de phonogrammes est régulièrement effectuée dans ces espaces;

4° s'il souhaite utiliser le tarif combiné pour l'utilisation de phonogrammes sur le lieu de travail et dans les cantines et/ou restaurants d'entreprise;

5° s'il souhaite utiliser le tarif annuel pour les fêtes du personnel.

Afdeling 8. — Inlichtingen te verstrekken door uitbaters die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals door discotheken/dancings

Art. 29. § 1. De uitbater die logies aanbiedt en/of maaltijden en/of dranken bereidt en/of opdiënt, evenals de uitbater van discotheken/dancings verstrekt ten minste de volgende gegevens:

1° de permanente oppervlakte in m² voor Horeca inrichtingen en ambulante Horeca-inrichtingen, en voor discotheken - dancings de totale oppervlakte alsook het aantal dagen per week of per maand dat ze gewoonlijk open zijn;

2° de occasionele oppervlakte van de Horeca-inrichting in m²;

3° de oppervlakte van de terrassen in m²;

4° voor de logiesverstrekken inrichtingen zoals bedoeld in artikel 12, 5°, het aantal kamers en hun comfortklasse;

5° de aanvangsdatum van de openbare uitvoering van fonogrammen; en

In voorkomend geval,

6° voor ambulante Horeca-inrichtingen de duur van de tijdelijke activiteit;

7° het aantal luidsprekers voor ambulante Horeca-inrichtingen.

§ 2. De uitbaters van discotheken of dancings moeten voor occasionele openingsdagen ten minste de volgende gegevens verstrekken:

1° het aantal occasionele openingsdagen;

2° de permanente oppervlakte in m² voor Horeca inrichtingen en voor discotheken - dancings de totale oppervlakte alsook het aantal dagen per week of per maand dat ze gewoonlijk open zijn;

3° de oppervlakte van de terrassen in m².

Afdeling 9. — Inlichtingen te verstrekken door werkgevers met betrekking tot de openbare uitvoering van fonogrammen in ondernemingen, verenigingen en openbare diensten voor wat betreft de ruimten die enkel toegankelijk zijn voor het personeel

Art. 30. Indien in ondernemingen, verenigingen en openbare diensten voor wat betreft de ruimten die enkel toegankelijk zijn voor het personeel een openbare uitvoering van fonogrammen plaatsvindt, verstrekt de werkgever ten minste de volgende gegevens:

1° het aantal werknemers, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, aan de hand van de sociale balans. De werkgever kan er evenwel voor opteren om het aantal werknemers aan te geven, uitgedrukt in voltijdse equivalenten, ten aanzien van wie een openbare uitvoering wordt verricht;

2° de aanvangsdatum van de openbare uitvoering van fonogrammen;

En in voorkomend geval:

3° de oppervlakte van de bedrijfskantine(s) en/of bedrijfsrestaurants indien in deze ruimtes regelmatig een openbare uitvoering van fonogrammen wordt verricht;

4° of hij wenst gebruik te maken van het combinatietarief voor gebruik van fonogrammen op de arbeidsplaats en in bedrijfskantines en/of bedrijfsrestaurants;

5° of hij wenst gebruik te maken van het jaartarief voor personeelsfeesten.

CHAPITRE 4. — Tarifs

Section 1^{ère}. — Tarifs pour les points de vente et galeries commerciales et dans les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et services

Art. 31. Le montant annuel de la rémunération équitable pour les points de vente et galeries commerciales et dans les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et services est fixé en fonction de la surface nette de vente ou d'exploitation et indépendamment du nombre de jours d'ouverture, et inclut la possibilité de faire une exécution publique temporaire de phonogrammes de maximum 24 heures par an, comme par exemple à l'occasion d'une journée portes ouvertes. Le tarif est fixé comme suit :

Surface nette de vente ou d'exploitation	Montant de la rémunération	Netto verkoopoppervlakte of uitbatingsoppervlakte	Bedrag van de vergoeding
Jusqu'à 200 m ²	62,96 EUR	Tot 200 m ²	62,96 EUR
201 à 400 m ²	87,46 EUR	201 tot 400 m ²	87,46 EUR
401 à 600 m ²	104,95 EUR	401 tot 600 m ²	104,95 EUR
601 à 800 m ²	122,43 EUR	601 tot 800 m ²	122,43 EUR
801 à 1000 m ²	139,94 EUR	801 tot 1000 m ²	139,94 EUR
1001 à 1200 m ²	174,92 EUR	1001 tot 1200 m ²	174,92 EUR
1201 à 1500 m ²	209,92 EUR	1201 tot 1500 m ²	209,92 EUR
1501 à 2000 m ²	279,91 EUR	1501 tot 2000 m ²	279,91 EUR
2001 à 3000 m ²	349,89 EUR	2001 tot 3000 m ²	349,89 EUR
3001 à 4000 m ²	402,38 EUR	3001 tot 4000 m ²	402,38 EUR
4001 à 5000 m ²	454,87 EUR	4001 tot 5000 m ²	454,87 EUR
5001 à 7500 m ²	507,33 EUR	5001 tot 7500 m ²	507,33 EUR
7501 à 10.000 m ²	559,83 EUR	7501 tot 10.000 m ²	559,83 EUR
Plus de 10.000 m ²	629,79 EUR	Meer dan 10.000 m ²	629,79 EUR

S'il s'agit d'une activité extérieure permanente, les tarifs visés ci-dessus sont divisés par deux.

Section 2. — Tarifs pour l'exécution publique temporaire de phonogrammes dans les points de vente et galeries commerciales et dans les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et services

Art. 32. Le montant de la rémunération équitable pour l'exécution publique temporaire de phonogrammes dans les points de vente et galeries commerciales et dans les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et services, à l'exclusion des exécutions publiques temporaires qui sont déjà comprises dans le tarif annuel conformément à l'article 31, est fixé comme suit, en euros :

Surface	Par 24 heures	Oppervlakte	Per 24 uur
Jusqu'à 100 m ²	25,17 EUR	Tot 100 m ²	25,17 EUR
101 à 200 m ²	47,55 EUR	101 tot 200 m ²	47,55 EUR
201 à 300 m ²	69,28 EUR	201 tot 300 m ²	69,28 EUR
301 à 400 m ²	89,55 EUR	301 tot 400 m ²	89,55 EUR
401 à 500 m ²	108,46 EUR	401 tot 500 m ²	108,46 EUR
501 à 600 m ²	125,96 EUR	501 tot 600 m ²	125,96 EUR
601 à 700 m ²	142,03 EUR	601 tot 700 m ²	142,03 EUR
701 à 800 m ²	156,73 EUR	701 tot 800 m ²	156,73 EUR
801 à 900 m ²	170,05 EUR	801 tot 900 m ²	170,05 EUR
901 à 1000 m ²	181,94 EUR	901 tot 1000 m ²	181,94 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	11,89 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	11,89 EUR

HOOFDSTUK 4. — Tarieven

Afdeling 1. — Tarieven voor de verkooppunten en handelsgalerijen en in de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten

Art. 31. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding voor de verkooppunten en handelsgalerijen en in de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten wordt bepaald in functie van de netto verkoopoppervlakte of de uitbatingsoppervlakte en ongeacht het aantal openingsdagen, en omvat tevens de mogelijkheid om een tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen te verrichten van maximaal 24 uur per jaar, zoals bijvoorbeeld ter gelegenheid van een opendeurdag. Het tarief wordt als volgt bepaald:

Indien het een permanente buitenactiviteit betreft, worden de hierboven vermelde bedragen gehalveerd.

Afdeling 2. — Tarieven voor de tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen in verkooppunten en handelsgalerijen en in de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten

Art. 32. Het bedrag van de billijke vergoeding voor de tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen in verkooppunten en handelsgalerijen en in de uitbatingspunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten, met uitzondering van de tijdelijke openbare uitvoeringen die reeds overeenkomstig artikel 31 in het jaartarief begrepen zijn, wordt als volgt bepaald in euro:

A défaut de pouvoir calculer la surface, on se réfère au nombre de haut-parleurs.

Wanneer de oppervlakte niet kan berekend worden, beroept men zich op had aantal luidsprekers.

Nombre de haut-parleurs	Montant de la rémunération par période entamée de 48 heures	Aantal luidsprekers	Bedrag van de vergoeding per begonnen periode van 48 uren
1 - 2	62,96 EUR	1 - 2	62,96 EUR
3 - 5	87,46 EUR	3 - 5	87,46 EUR
6 - 10	104,95 EUR	6 - 10	104,95 EUR
11 - 15	122,43 EUR	11 - 15	122,43 EUR
16 - 20	139,94 EUR	16 - 20	139,94 EUR
21 - 25	174,92 EUR	21 - 25	174,92 EUR
26 - 30	209,92 EUR	26 - 30	209,92 EUR
31 - 40	279,91 EUR	31 - 40	279,91 EUR
41 - 50	349,89 EUR	41 - 50	349,89 EUR
51 - 60	402,38 EUR	51 - 60	402,38 EUR
61 - 70	454,87 EUR	61 - 70	454,87 EUR
71 - 90	507,33 EUR	71 - 90	507,33 EUR
91 - 110	559,83 EUR	91 - 110	559,83 EUR
Plus de 110	629,79 EUR	Meer dan 110	629,79 EUR

Toute tranche de 48 heures entamée, au cours de laquelle il y a une exécution publique de phonogrammes est due dans son intégralité et est indivisible.

Elle est calculée à partir de l'heure du début de l'exercice temporaire d'une des activités reprises aux articles 4,1° et 5, 1°.

Le paiement pour l'exécution publique occasionnelle de phonogrammes ne peut être supérieur au tarif prévu pour la même surface à l'article 31.

Section 3. — Tarifs pour les salles polyvalentes, maisons de jeunes et centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et en plein air

Sous-section 1^{ère}. — Tarif pour les salles polyvalentes, maisons de jeunes et centres culturels pour l'organisation régulière d'activités « sans boisson »

Art. 33. § 1^{er}. Quiconque organise de façon régulière des activités « sans boisson » au sens de l'article 7, 3°, au cours desquelles a lieu une exécution publique de phonogrammes, peut payer, annuellement et par anticipation, la rémunération équitable fixée comme suit :

Elke begonnen schijf van 48 uur, tijdens dewelke er een openbare uitvoering van fonogrammen is, is in haar geheel verschuldigd en ondeelbaar.

Zij wordt berekend vanaf het beginuur van de tijdelijke uitoefening van een van de activiteiten bepaald onder de artikelen 4, 1° en 5, 1°.

De betaling voor de occasionele openbare uitvoering van fonogrammen mag niet hoger zijn dan het tarief dat in artikel 31 voor eenzelfde oppervlakte voorzien is.

Afdeling 3. — Tarif voor de polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra, evenals bij gelegenheid van tijdelijke binnenactiviteiten en in open lucht

Onderafdeling 1. — Tarif voor de polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra voor de regelmatige organisatie van activiteiten "zonder drank"

Art. 33. § 1. Elkeen die op regelmatige basis activiteiten « zonder drank », zoals bepaald in artikel 7, 3°, organiseert, waarbij er een openbare uitvoering van fonogrammen plaatsvindt, kan de billijke vergoeding jaarlijks en vooraf betalen, waarbij de vergoeding, als volgt wordt vastgesteld:

Surface	Montant de la rémunération	Oppervlakte	Bedrag van de vergoeding
Jusqu'à 200 m ²	62,96 EUR	Tot 200 m ²	62,96 EUR
201 à 400 m ²	87,46 EUR	201 tot 400 m ²	87,46 EUR
401 à 600 m ²	104,95 EUR	401 tot 600 m ²	104,95 EUR
601 à 800 m ²	122,43 EUR	601 tot 800 m ²	122,43 EUR
801 à 1000 m ²	139,94 EUR	801 tot 1000 m ²	139,94 EUR
1001 à 1200 m ²	174,92 EUR	1001 tot 1200 m ²	174,92 EUR
1201 à 1500 m ²	209,92 EUR	1201 tot 1500 m ²	209,92 EUR
1501 à 2000 m ²	279,91 EUR	1501 tot 2000 m ²	279,91 EUR
2001 à 3000 m ²	349,89 EUR	2001 tot 3000 m ²	349,89 EUR
3001 à 4000 m ²	402,38 EUR	3001 tot 4000 m ²	402,38 EUR
4001 à 5000 m ²	454,87 EUR	4001 tot 5000 m ²	454,87 EUR
5001 à 7500 m ²	507,33 EUR	5001 tot 7500 m ²	507,33 EUR
7501 à 10.000 m ²	559,83 EUR	7501 tot 10.000 m ²	559,83 EUR
Plus de 10.000 m ²	629,79 EUR	Meer dan 10.000 m ²	629,79 EUR

§ 2. S'il s'agit d'une activité en plein air, les tarifs ci-dessus sont divisés par deux.

§ 3. Lorsqu'un tarif annuel est payé, la surface totale (de mur à mur) de l'espace où a lieu une exécution publique de phonogrammes est déclarée. Le fait que certaines activités ne font usage pendant l'année que d'une partie limitée de cet espace ne donne pas lieu à une réduction du tarif annuel.

Sous-section 2. — Tarif pour les maisons de jeunes pour l'organisation régulière d'activités « avec boisson » ou « avec danse »

Art. 34. § 1^{er}. Pour les maisons de jeunes, sans préjudice de l'application de l'article 33, le responsable de la maison de jeunes peut payer la rémunération équitable conformément aux règles qui suivent.

§ 2. Par dérogation à l'article 39, le responsable de la maison de jeunes peut payer, annuellement et par anticipation, la rémunération équitable fixée comme suit :

Surfaces	Avec boisson	Avec danse (avec ou sans boissons)	Oppervlakte	Met drank	Met dans (met of zonder drank)
Jusqu'à 50 m ²	58,19 EUR	83,11 EUR	Tot 50 m ²	58,19 EUR	83,11 EUR
51 à 100 m ²	96,97 EUR	138,55 EUR	51 tot 100 m ²	96,97 EUR	138,55 EUR
101 à 150 m ²	148,71 EUR	240,17 EUR	101 tot 150 m ²	148,71 EUR	240,17 EUR
151 à 200 m ²	183,22 EUR	307,89 EUR	151 tot 200 m ²	183,22 EUR	307,89 EUR
201 à 250 m ²	233,30 EUR	430,26 EUR	201 tot 250 m ²	233,30 EUR	430,26 EUR
251 à 300 m ²	266,69 EUR	511,80 EUR	251 tot 300 m ²	266,69 EUR	511,80 EUR
301 à 350 m ²	286,75 EUR	658,10 EUR	301 tot 350 m ²	286,75 EUR	658,10 EUR
351 à 400 m ²	300,14 EUR	755,62 EUR	351 tot 400 m ²	300,14 EUR	755,62 EUR
401 à 500 m ²	343,09 EUR	1048,09 EUR	401 tot 500 m ²	343,09 EUR	1048,09 EUR
501 à 600 m ²	554,24 EUR	1752,52 EUR	501 tot 600 m ²	554,24 EUR	1752,52 EUR
601 à 700 m ²	625,05 EUR	2293,84 EUR	601 tot 700 m ²	625,05 EUR	2293,84 EUR
701 à 800 m ²	689,71 EUR	2963,30 EUR	701 tot 800 m ²	689,71 EUR	2963,30 EUR
801 à 900 m ²	748,24 EUR	3733,12 EUR	801 tot 900 m ²	748,24 EUR	3733,12 EUR
901 à 1000 m ²	800,58 EUR	4502,94 EUR	901 tot 1000 m ²	800,58 EUR	4502,94 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	52,30 EUR	769,78 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	52,30 EUR	769,78 EUR

§ 3. Le paiement de la rémunération équitable opéré par le responsable de la maison de jeunes libère tant celui-ci que toute autre personne qui organise dans la maison de jeunes des activités propres à celle-ci, des obligations de paiement qui leur incombent.

Sous-section 3. — Tarif pour les salles polyvalentes pour l'organisation régulière d'activités « avec boisson » ou « avec danse »

Art. 35. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 33, le responsable de la salle polyvalente peut payer, annuellement et par anticipation, la rémunération équitable fixée comme suit :

Surfaces	Avec boisson	Avec danse (avec ou sans boissons)	Oppervlakte	Met drank	Met dans (met of zonder drank)
Jusqu'à 100 m ²	110,84 EUR	173,17 EUR	Tot 100 m ²	110,84 EUR	173,17 EUR
101 à 200 m ²	209,38 EUR	384,88 EUR	101 tot 200 m ²	209,38 EUR	384,88 EUR
201 à 300 m ²	304,82 EUR	639,78 EUR	201 tot 300 m ²	304,82 EUR	639,78 EUR
301 à 400 m ²	394,10 EUR	944,49 EUR	301 tot 400 m ²	394,10 EUR	944,49 EUR
401 à 500 m ²	477,25 EUR	1310,10 EUR	401 tot 500 m ²	477,25 EUR	1310,10 EUR
501 à 600 m ²	554,24 EUR	1752,52 EUR	501 tot 600 m ²	554,24 EUR	1752,52 EUR
601 à 700 m ²	625,05 EUR	2293,84 EUR	601 tot 700 m ²	625,05 EUR	2293,84 EUR
701 à 800 m ²	689,71 EUR	2963,30 EUR	701 tot 800 m ²	689,71 EUR	2963,30 EUR
801 à 900 m ²	748,24 EUR	3733,12 EUR	801 tot 900 m ²	748,24 EUR	3733,12 EUR

§ 2. Indien het een activiteit in open lucht betreft, worden de hierboven vermelde bedragen gehalveerd.

§ 3. Wanneer een jaartarief wordt betaald, wordt de totale oppervlakte (van muur tot muur) van de ruimte waar er een openbare uitvoering van fonogrammen plaatsvindt, aangegeven. Het feit dat sommige activiteiten tijdens het jaar slechts een beperkt gedeelte van de ruimte in gebruik nemen, geeft geen aanleiding tot een vermindering van het jaartarief.

Onderafdeling 2. — Tarif voor jeugdhuizen voor de regelmatige organisatie van activiteiten "met drank" of "met dans"

Art. 34. § 1. Voor jeugdhuizen, onverminderd de toepassing van artikel 33, kan de verantwoordelijke van het jeugdhuis de billijke vergoeding betalen overeenkomstig de onderstaande regels.

§ 2. In afwijking van artikel 39, kan de verantwoordelijke van het jeugdhuis de billijke vergoeding jaarlijks en vooraf betalen, waarbij de vergoeding, als volgt wordt vastgesteld:

§ 3. De betaling van de billijke vergoeding door de verantwoordelijke van het jeugdhuis bevrijdt zowel hem als andere personen die in het jeugdhuis eigen activiteiten organiseren, van hun betalingsverplichtingen.

Onderafdeling 3. — Tarif voor de regelmatige organisatie van activiteiten "met drank" of "met dans" voor polyvalente zalen

Art. 35. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 33, kan de verantwoordelijke van de polyvalente zaal de billijke vergoeding jaarlijks en vooraf betalen, waarbij de vergoeding, als volgt wordt vastgesteld:

Surfaces	Avec boisson	Avec danse (avec ou sans boissons)	Oppervlakte	Met drank	Met dans (met of zonder drank)
901 à 1000 m ²	800,58 EUR	4502,94 EUR	901 tot 1000 m ²	800,58 EUR	4502,94 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	52,30 EUR	769,78 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	52,30 EUR	769,78 EUR

§ 2. Par dérogation à l'article 39, si le responsable de la salle polyvalente loue ou met à disposition d'utilisateurs plusieurs salles polyvalentes (conjointement ou séparément) dans un même bâtiment, le tarif précité est appliqué respectivement salle par salle (nonobstant la possibilité de leur affectation conjointe) ou conjointement sur les salles, en fonction de la déclaration du responsable de la salle polyvalente.

§ 3. Le paiement de la rémunération équitable opéré par le responsable de la salle polyvalente selon le tarif précité, a lieu respectivement pour le compte de chacun des utilisateurs de la salle polyvalente, en leur qualité d'exploitant au sens du présent arrêté, pour les activités occasionnelles organisées dans la salle polyvalente au cours de l'année civile.

Le paiement précité libère l'utilisateur de la salle polyvalente des obligations de paiement qui lui incombent en application du présent arrêté.

Nonobstant ce qui précède, l'utilisateur de la salle polyvalente qui l'utilise pour y organiser une activité ou une manifestation qui s'inscrit dans le cadre de ses activités permanentes, notamment en raison de la multiplicité des lieux où il organise de telles activités ou manifestations, n'est pas libéré par le paiement du forfait précité des obligations qui lui incombent en application du présent arrêté.

Sous-section 4. — Tarif des centres culturels pour l'organisation régulière d'activités « avec boisson »

Art. 36. § 1^{er}. Sans préjudice de l'application de l'article 33, le responsable du centre culturel peut payer la rémunération équitable conformément aux règles qui suivent. Les centres culturels peuvent également faire usage des tarifs des salles polyvalentes.

§ 2. Le responsable du centre culturel peut payer, annuellement et par anticipation, la rémunération équitable fixée comme suit :

Surface	Avec boisson	Terrasse avec boisson	Oppervlakte	Met drank	Terras met drank
Jusqu'à 100 m ²	172,99 EUR	86,50 EUR	Tot 100 m ²	172,99 EUR	86,50 EUR
101 à 200 m ²	216,34 EUR	108,18 EUR	101 tot 200 m ²	216,34 EUR	108,18 EUR
201 à 300 m ²	259,71 EUR	129,86 EUR	201 tot 300 m ²	259,71 EUR	129,86 EUR
301 à 400 m ²	303,11 EUR	151,57 EUR	301 tot 400 m ²	303,11 EUR	151,57 EUR
401 à 500 m ²	346,47 EUR	173,24 EUR	401 tot 500 m ²	346,47 EUR	173,24 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	77,45 EUR	38,73 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	77,45 EUR	38,73 EUR

§ 3. Par dérogation à l'article 39, les surfaces des différents espaces peuvent être cumulées par catégorie de tarifs.

§ 4. L'article 35, §§ 2 et 3 s'applique par analogie.

Sous-section 5. — Tarifs des activités intérieures temporaires

Art. 37. § 1^{er}. Les tarifs des activités intérieures temporaires sont déterminés par l'activité principale qui se déroule dans un espace intérieur, par lequel on entend, de manière non limitative, un hall ou une salle. Si la même activité se déroule dans différents espaces, les surfaces de ces espaces peuvent être additionnées. Les tarifs sont fixés par période de 24 ou 48 heures entamée, suivant le début de l'activité, et sont fixés dans les tableaux ci-dessous.

§ 2. Les tarifs pour les activités « avec danse » tiennent également compte du « prix d'entrée ». Par « prix d'entrée », on entend le prix d'entrée le plus élevé qui est facturé pour l'activité.

§ 2. In afwijking van artikel 39, indien de verantwoordelijke van de polyvalente zaal verschillende polyvalente zalen (gezamenlijk of afzonderlijk) in hetzelfde gebouw verhuurt of ter beschikking stelt van de gebruikers, wordt het voornoemd tarief voor elke polyvalente zaal afzonderlijk (niettegenstaande de mogelijkheid om ze gezamenlijk aan te wenden) of gezamenlijk toegepast, naargelang de verklaring van de verantwoordelijke van de polyvalente zaal.

§ 3. De betaling van de billijke vergoeding door de verantwoordelijke van de polyvalente zaal overeenkomstig voormeld tarief gebeurt respectievelijk voor rekening van elkeen van de gebruikers van de polyvalente zaal, in hun hoedanigheid van uitbater in de zin van dit besluit, voor de occasionele activiteiten georganiseerd in de polyvalente zaal gedurende het kalenderjaar.

Voormelde betaling bevrijdt de gebruiker van de polyvalente zaal, van de betalingsplichten die op hem rusten krachtens dit besluit.

Niettegenstaande hetgeen voorafgaat, is de gebruiker van de polyvalente zaal die deze gebruikt om er een activiteit of manifestatie te organiseren die kadert binnen zijn permanente activiteiten, meer bepaald omwille van de menigvuldigheid van plaatsen waar hij dergelijke activiteiten of manifestaties organiseert, niet door betaling van bovenvermeld forfaitair bedrag bevrijd van de verplichtingen die op hem rusten krachtens dit besluit.

Onderafdeling 4. — Tarif voor de regelmatige organisatie van activiteiten "met drank" voor culturele centra

Art. 36. § 1. Onverminderd de toepassing van artikel 33, kan de verantwoordelijke van het cultureel centrum de billijke vergoeding betalen overeenkomstig de onderstaande regels. De culturele centra kunnen bovendien gebruik maken van de tarieven voor polyvalente zalen.

§ 2. De verantwoordelijke van het cultureel centrum kan de billijke vergoeding jaarlijks en vooraf betalen, waarbij de vergoeding, als volgt wordt vastgesteld:

§ 3. In afwijking van artikel 39, mogen per soort tarief de oppervlaktes van de verschillende ruimtes gecumuleerd worden.

§ 4. Artikel 35, §§ 2 en 3 wordt naar analogie toegepast.

Onderafdeling 5. — Tarif voor tijdelijke binnenactiviteiten

Art. 37. § 1. De tarieven voor tijdelijke binnenactiviteiten worden bepaald door de hoofdactiviteit die plaatsvindt in een ruimte binnen waaronder men op niet-limitatieve wijze een hal of een zaal verstaat. Heeft dezelfde activiteit in verschillende ruimtes plaats, dan mogen de oppervlaktes van deze ruimtes opgeteld worden. De tarieven worden bepaald per begonnen periode van 24 of 48 uur volgend op het aanvatten van de activiteit en zijn vastgesteld in de tabellen hieronder.

§ 2. De tarieven voor de activiteiten « met dans » houden ook rekening met de « inkomprijs ». Onder « inkomprijs » verstaat men de hoogste inkomprijs die voor de activiteit aangerekend wordt.

§ 3. La surface de l'espace est mesurée de mur à mur. Si seule une partie d'un hall ou d'une salle est utilisée, la surface qui est prise en compte est la surface de la partie désignée par l'organisateur comme étant utilisée pour l'activité. Celle-ci est déduite d'éléments de fait, tels que l'utilisation de rideaux ou de parois amovibles, le placement de barrières, etc.

§ 3. De oppervlakte van de ruimte wordt gemeten van « muur tot muur ». Indien slechts een gedeelte van een hal of zaal gebruikt wordt, dan is de oppervlakte die in aanmerking genomen wordt de oppervlakte van het gedeelte dat door de organisator bedoeld wordt om gebruikt te worden voor de activiteit. Dit wordt afgeleid uit feitelijke tekenen zoals het gebruik van verplaatsbare wanden of gordijnen, het plaatsen van afsluitingen en dergelijke.

Surface	Sans boisson Par 48 heures	Oppervlakte	Zonder drank Per 48 uur
Jusqu'à 200m ²	12,55 EUR	Tot 200m ²	12,55 EUR
201 à 400 m ²	17,46 EUR	201 tot 400 m ²	17,46 EUR
401 à 600 m ²	20,97 EUR	401 tot 600 m ²	20,97 EUR
601 à 800 m ²	24,49 EUR	601 tot 800 m ²	24,49 EUR
801 à 1000 m ²	27,97 EUR	801 tot 1000 m ²	27,97 EUR
1001 à 1200 m ²	34,96 EUR	1001 tot 1200 m ²	34,96 EUR
1201 à 1500 m ²	41,98 EUR	1201 tot 1500 m ²	41,98 EUR
1501 à 2000 m ²	55,96 EUR	1501 tot 2000 m ²	55,96 EUR
2001 à 3000 m ²	69,96 EUR	2001 tot 3000 m ²	69,96 EUR
3001 à 4000 m ²	80,45 EUR	3001 tot 4000 m ²	80,45 EUR
4001 à 5000 m ²	90,97 EUR	4001 tot 5000 m ²	90,97 EUR
5001 à 7500 m ²	101,47 EUR	5001 tot 7500 m ²	101,47 EUR
7501 à 10.000 m ²	111,95 EUR	7501 tot 10.000 m ²	111,95 EUR
Plus de 10.000 m ²	125,96 EUR	Meer dan 10.000 m ²	125,96 EUR

Surface	Avec boisson Par 24 heures	Oppervlakte	Met drank Per 24 uur
Jusqu'à 100m ²	25,17 EUR	Tot 100m ²	25,17 EUR
101 à 200 m ²	47,55 EUR	101 tot 200 m ²	47,55 EUR
201 à 300 m ²	69,28 EUR	201 tot 300 m ²	69,28 EUR
301 à 400 m ²	89,55 EUR	301 tot 400 m ²	89,55 EUR
401 à 500 m ²	108,46 EUR	401 tot 500 m ²	108,46 EUR
501 à 600 m ²	125,96 EUR	501 tot 600 m ²	125,96 EUR
601 à 700 m ²	142,03 EUR	601 tot 700 m ²	142,03 EUR
701 à 800 m ²	156,73 EUR	701 tot 800 m ²	156,73 EUR
801 à 900 m ²	170,05 EUR	801 tot 900 m ²	170,05 EUR
901 à 1000 m ²	181,94 EUR	901 tot 1000 m ²	181,94 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	11,89 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	11,89 EUR

Avec danse, par 24 heures :

Met dans, per 24 uur:

Surface	Prix d'entrée =<5,45EUR	Prix d'entrée entre 5,45 EUR et 10,89 EUR	Prix d'entrée > 10,89 EUR	Oppervlakte	Inkom =<5,45EUR	Inkom tussen 5,45 EUR en 10,89 EUR	Inkom > 10,89 EUR
Jusqu'à 100m ²	27,02 EUR	32,08 EUR	37,16 EUR	Tot 100m ²	27,02 EUR	32,08 EUR	37,16 EUR
101 à 200 m ²	50,66 EUR	59,10 EUR	74,32 EUR	101 tot 200 m ²	50,66 EUR	59,10 EUR	74,32 EUR
201 à 300 m ²	92,89 EUR	103,04 EUR	148,61 EUR	201 tot 300 m ²	92,89 EUR	103,04 EUR	148,61 EUR
301 à 400 m ²	101,33 EUR	157,06 EUR	222,92 EUR	301 tot 400 m ²	101,33 EUR	157,06 EUR	222,92 EUR
401 à 500 m ²	124,98 EUR	216,18 EUR	297,24 EUR	401 tot 500 m ²	124,98 EUR	216,18 EUR	297,24 EUR

Surface	Prix d'entrée =<5,45EUR	Prix d'entrée entre 5,45 EUR et 10,89 EUR	Prix d'entrée > 10,89 EUR	Oppervlakte	Inkom =<5,45EUR	Inkom tussen 5,45 EUR en 10,89 EUR	Inkom > 10,89 EUR
501 à 600 m ²	185,78 EUR	324,26 EUR	445,86 EUR	501 tot 600 m ²	185,78 EUR	324,26 EUR	445,86 EUR
601 à 700 m ²	244,88 EUR	432,35 EUR	594,48 EUR	601 tot 700 m ²	244,88 EUR	432,35 EUR	594,48 EUR
701 à 800 m ²	337,76 EUR	540,44 EUR	743,11 EUR	701 tot 800 m ²	337,76 EUR	540,44 EUR	743,11 EUR
801 à 900 m ²	405,32 EUR	648,53 EUR	891,73 EUR	801 tot 900 m ²	405,32 EUR	648,53 EUR	891,73 EUR
901 à 1000 m ²	472,88 EUR	756,61 EUR	1040,34 EUR	901 tot 1000 m ²	472,88 EUR	756,61 EUR	1040,34 EUR
Pour toute tranche supplé- mentaire entamée de 100 m ²	101,33 EUR	135,12 EUR	168,89 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	101,33 EUR	135,12 EUR	168,89 EUR

Sous-section 6. — Tarifs des activités temporaires en plein air

Art. 38. Les tarifs pour des activités temporaires en plein air ci-dessous sont fixés par période de 24 ou 48 heures entamée, suivant le début de l'activité.

Sans boisson, par 48 heures :

Onderafdeling 6. — Tarief voor tijdelijke activiteiten in open lucht

Art. 38. De tarieven voor tijdelijke activiteiten in open lucht hieronder worden bepaald per begonnen periode van 24 of 48 uur volgend op het aanvatten van de activiteit.

Zonder drank, per 48 uur:

Surface	Sans boisson Par 48 heures	Oppervlakte	Zonder drank Per 48 uur
Jusqu' à 200 m ²	6,29 EUR	Tot 200m ²	6,29 EUR
201 à 400 m ²	8,72 EUR	201 tot 400 m ²	8,72 EUR
401 à 600 m ²	10,46 EUR	401 tot 600 m ²	10,46 EUR
601 à 800 m ²	12,23 EUR	601 tot 800 m ²	12,23 EUR
801 à 1000 m ²	13,98 EUR	801 tot 1000 m ²	13,98 EUR
1001 à 1200 m ²	17,46 EUR	1001 tot 1200 m ²	17,46 EUR
1201 à 1500 m ²	20,97 EUR	1201 tot 1500 m ²	20,97 EUR
1501 à 2000 m ²	27,97 EUR	1501 tot 2000 m ²	27,97 EUR
2001 à 3000 m ²	34,96 EUR	2001 tot 3000 m ²	34,96 EUR
3001 à 4000 m ²	40,24 EUR	3001 tot 4000 m ²	40,24 EUR
4001 à 5000 m ²	45,47 EUR	4001 tot 5000 m ²	45,47 EUR
5001 à 7500 m ²	50,72 EUR	5001 tot 7500 m ²	50,72 EUR
7501 à 10.000 m ²	55,96 EUR	7501 tot 10.000 m ²	55,96 EUR
Plus de 10.000 m ²	62,96 EUR	Meer dan 10.000 m ²	62,96 EUR

A défaut de pouvoir calculer la surface, on se réfère au nombre de hauts-parleurs :

Wanneer de oppervlakte niet kan berekend worden, beroept men zich op had aantal luidsprekers:

Nombre de hauts-parleurs	Sans boisson Par 48 heures	Aantal luidsprekers	Zonder drank Per 48 uur
De 1 à 2	6,29 EUR	Van 1 tot 2	6,29 EUR
De 3 à 5	8,72 EUR	Van 3 tot 5	8,72 EUR
De 6 à 10	10,46 EUR	Van 6 tot 10	10,46 EUR
De 11 à 15	12,23 EUR	Van 11 tot 15	12,23 EUR
De 16 à 20	13,98 EUR	Van 16 tot 20	13,98 EUR
De 21 à 25	17,46 EUR	Van 21 tot 25	17,46 EUR
De 26 à 30	20,97 EUR	Van 26 tot 30	20,97 EUR
De 31 à 40	27,97 EUR	Van 31 tot 40	27,97 EUR
De 41 à 50	34,96 EUR	Van 41 tot 50	34,96 EUR

De 51 à 60	40,24 EUR	Van 51 tot 60	40,24 EUR
De 61 à 70	45,47 EUR	Van 61 tot 70	45,47 EUR
De 71 à 90	50,72 EUR	Van 71 tot 90	50,72 EUR
De 91 à 110	55,96 EUR	Van 91 tot 110	55,96 EUR
Plus de 110	62,96 EUR	Meer dan 110	62,96 EUR

Avec boisson, par 24 heures :

Met drank, per 24 uur:

Surface	Avec boisson Par 24 heures	Oppervlakte	Met drank Per 24 uur
Jusqu'à 100 m ²	12,55 EUR	Tot 100 m ²	12,55 EUR
101 à 200 m ²	23,78 EUR	101 tot 200 m ²	23,78 EUR
201 à 300 m ²	34,63 EUR	201 tot 300 m ²	34,63 EUR
301 à 400 m ²	44,76 EUR	301 tot 400 m ²	44,76 EUR
401 à 500 m ²	54,22 EUR	401 tot 500 m ²	54,22 EUR
501 à 600 m ²	62,96 EUR	501 tot 600 m ²	62,96 EUR
601 à 700 m ²	71,02 EUR	601 tot 700 m ²	71,02 EUR
701 à 800 m ²	78,36 EUR	701 tot 800 m ²	78,36 EUR
801 à 900 m ²	85,01 EUR	801 tot 900 m ²	85,01 EUR
901 à 1000 m ²	90,97 EUR	901 tot 1000 m ²	90,97 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	5,93 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	5,93 EUR

Avec danse, par 24 heures :

Met dans, per 24 uur:

Surface	Avec danse Par 24 heures	Oppervlakte	Met dans Per 24 uur
Jusqu'à 100 m ²	15,73 EUR	Tot 100 m ²	15,73 EUR
101 à 200 m ²	34,96 EUR	101 tot 200 m ²	34,96 EUR
201 à 300 m ²	58,12 EUR	201 tot 300 m ²	58,12 EUR
301 à 400 m ²	85,86 EUR	301 tot 400 m ²	85,86 EUR
401 à 500 m ²	119,09 EUR	401 tot 500 m ²	119,09 EUR
501 à 600 m ²	159,32 EUR	501 tot 600 m ²	159,32 EUR
601 à 700 m ²	208,55 EUR	601 tot 700 m ²	208,55 EUR
701 à 800 m ²	269,39 EUR	701 tot 800 m ²	269,39 EUR
801 à 900 m ²	339,36 EUR	801 tot 900 m ²	339,36 EUR
901 à 1000 m ²	409,35 EUR	901 tot 1000 m ²	409,35 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	69,96 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	69,96 EUR

Sous-section 7. — Mesures tarifaires spécifiques

Art. 39. Si dans différents lieux ou locaux avec une surface permanente au sein d'une même exploitation, il y a une exécution publique de phonogrammes différents provenant de sources sonores différentes, la rémunération équitable de chacun de ces lieux ou locaux est calculée séparément.

Art. 40. Si dans différents lieux ou locaux avec une surface permanente au sein d'une même exploitation, il y a une exécution publique des mêmes phonogrammes provenant de la même source sonore en même temps ou en alternance, les surfaces permanentes concernées sont additionnées pour le calcul de la rémunération équitable.

Onderafdeling 7. — Bijzondere tariefmaatregelen

Art. 39. Indien in de verschillende plaatsen of lokaliteiten met een permanente oppervlakte binnen éénzelfde exploitatie een openbare uitvoering plaatsvindt van verschillende fonogrammen afkomstig van verschillende geluidsbronnen, dan wordt de billijke vergoeding voor elk van deze plaatsen of lokaliteiten afzonderlijk berekend.

Art. 40. Indien in de verschillende plaatsen of lokaliteiten met een permanente oppervlakte binnen éénzelfde exploitatie tegelijkertijd of afwisselend er een openbare uitvoering van dezelfde fonogrammen afkomstig van dezelfde geluidsbron plaatsvindt, dan worden de betrokken permanente oppervlakten voor de berekening van de vergoeding samengeteld.

Sous-section 8. — Obligations pour pouvoir bénéficier d'un tarif dans cette section

Art. 41. Pour bénéficier d'un tarif d'une de ces sous-sections, le responsable de la maison de jeunes, de la salle polyvalente ou du centre culturel, doit :

1° en faire la demande aux sociétés de gestion ou leur mandataire;

2° payer le montant déterminé de la rémunération équitable, tel qu'indiqué ci-dessus, comme s'il était exploitant au sens du présent arrêté;

3° s'engager à informer l'organisateur d'activités dans la maison de jeunes ou dans le lieu visé à l'article 33, ou l'utilisateur de la salle polyvalente ou du centre culturel de ses droits et obligations en application du présent arrêté;

4° informer toute personne intéressée, lorsqu'elle organise une activité accessible au public, qu'elle doit se soumettre au contrôle par les sociétés de gestion ou leur mandataire tel qu'il est organisé par le présent arrêté;

5° s'engager vis-à-vis des sociétés de gestion ou de leur mandataire à respecter les dispositions qui précèdent.

Section 4. — Tarif pour les radiodiffuseurs locaux

Art. 42. La rémunération équitable annuelle due par les radiodiffuseurs locaux est calculée sur base du nombre d'auditeurs, en multipliant le nombre d'auditeurs déterminé conformément à l'article 9, 8°, par un coefficient de 5,24 euros par auditeur.

Elle ne peut cependant pas être inférieure à 524,61 euros.

La rémunération équitable annuelle due par les radiodiffuseurs locaux ne figurant pas dans la ou les études dont question à l'article 9, 8° est fixée forfaitairement à 524,61 euros.

Section 5. — Tarif pour les radiodiffuseurs non-locaux

Art. 43. La rémunération équitable annuelle due par les radiodiffuseurs non-locaux est calculée en fonction du nombre annuel d'heures de musique et en fonction de l'audience selon les modalités détaillées à l'article 44, § 1^{er} et § 2.

Art. 44. § 1^{er}. Le montant de la rémunération équitable due par le radiodiffuseur non-local est calculé comme suit :

A. Nombre annuel d'heures de musique protégée multiplié par un prix variant selon le niveau de ressources du radiodiffuseur selon le schéma figurant à l'article 45 (résultat A).

B. Le nombre d'auditeurs tel que déterminé par application de l'article 9, 8°, multiplié par un coefficient suivant le schéma figurant à l'article 46 (résultat B).

C. Le montant annuel de la rémunération équitable est formé par le total des résultats A et B.

§ 2. Les critères de référence pour le calcul de la rémunération équitable sont les heures de musique, l'audience et les ressources de l'année précédant celle pour laquelle la rémunération équitable est due.

Art. 45.

A		B		E	F	G	H
Ressources (euro) Financiële Middelen (euro)				Limite sup Bovenlimiet	Prix /h.mus Prijs/u. muz.	Tranche Schijf	Prix moyen Gem. Prijs Ht Tranche Boven-schijf
0,00	à/tot	750.000,00	I	750.000,00	3,00	750.000,00	3,00
750.000,01	à/tot	2.000.000,00	II	2.000.000,00	6,00	1.249.999,99	4,50
2.000.000,01	à/tot	3.720.000,00	III	3.720.000,00	12,00	1.719.999,99	7,00
3.720.000,01	à/tot	7.500.000,00	IV	7.500.000,00	20,00	3.779.999,99	10,25
7.500.000,01	à/tot	12.400.000,00	V	12.400.000,00	30,00	4.899.999,99	14,20
12.400.000,01	à/tot	17.400.000,00	VI	17.400.000,00	40,00	4.999.999,99	18,50
17.400.000,01	à/tot	24.800.000,00	VII	24.800.000,00	40,00	7.399.999,99	21,57
24.800.000,01	et/en>			24.800.000,01	40,00		23,88

Onderafdeling 8. — Verplichtingen om van een tarief in deze afdeling te kunnen genieten

Art. 41. Om een tarief van een van deze onderafdelingen te kunnen genieten, moet de verantwoordelijke van het jeugdhuis, van de polyvalente zaal of het cultureel centrum daartoe:

1° een aanvraag indienen bij de beheersvennootschappen of bij hun mandataris;

2° zoals hierboven bepaald, het vastgestelde bedrag van de billijke vergoeding betalen alsof hij uitbater was in de zin van dit besluit;

3° zich ertoe verbinden de organisator van activiteiten in het jeugdhuis of in de plaats bedoeld in artikel 33, of de gebruiker van de polyvalente zaal of het cultureel centrum, op de hoogte te brengen van zijn rechten en verplichtingen voortvloeiend uit dit besluit;

4° iedere belanghebbende persoon ervan in kennis stellen dat, wanneer hij een voor het publiek toegankelijke activiteit organiseert, hij zich moet onderwerpen aan de controle door de beheersvennootschappen of hun mandataris, zoals georganiseerd door dit besluit;

5° zich er toe verbinden tegenover de beheersvennootschappen of hun mandataris voormelde bepalingen te respecteren.

Afdeling 4. — Tarif voor de lokale radio-omroepen

Art. 42. De jaarlijkse billijke vergoeding verschuldigd door de lokale radio-omroepen wordt berekend op basis van het aantal luisteraars, door het aantal luisteraars, dat bepaald wordt overeenkomstig artikel 9, 8°, te vermenigvuldigen met een coëfficiënt van 5,24 euro per luisteraar.

Zij kan evenwel niet minder bedragen dan 524,61 euro.

De jaarlijkse billijke vergoeding verschuldigd door de lokale radio-omroepen die niet vermeld zijn in de studie(s) waarvan sprake in artikel 9, 8° wordt forfaitair vastgelegd op 524,61 euro.

Afdeling 5. — Tarif voor de niet-lokale radio-omroepen

Art. 43. De jaarlijkse billijke vergoeding verschuldigd door de niet-lokale radio-omroepen wordt berekend in functie van het jaarlijks aantal uren muziek en in functie van het publiek volgens de modaliteiten van artikel 44, § 1 en § 2.

Art. 44. § 1. Het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door de niet-lokale radio-omroepen wordt als volgt berekend:

A. Jaarlijks aantal uren beschermde muziek vermenigvuldigd met een prijs die varieert naargelang de hoogte van de financiële middelen van de radio-omroep volgens het schema in artikel 45 (resultaat A).

B. Het aantal luisteraars zoals bepaald in toepassing van artikel 9, 8°, vermenigvuldigd met een coëfficiënt volgens het schema in artikel 46 (resultaat B).

C. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding wordt gevormd door het totaal van de resultaten A en B.

§ 2. De referentiecriteriën voor de berekening van de billijke vergoeding zijn de uren muziek, het publiek en de financiële middelen van het jaar voorafgaand aan het jaar waarvoor de billijke vergoeding verschuldigd is.

Art. 45.

Le prix de l'heure de musique est en fonction du niveau de ressources du radiodiffuseur.

Il est calculé de la manière suivante :

A chaque niveau de ressources correspond un prix par heure de musique (F).

Le prix de l'heure de musique est le résultat d'une fraction :

Le numérateur est le résultat de l'addition des prix de référence calculés pour chaque niveau de ressources atteint par le radiodiffuseur.

Si un niveau de ressources n'est pas atteint complètement, on calcule proportionnellement le prix de référence de ce niveau de ressources.

Art. 46.

De prijs per uur muziek is evenredig met de hoogte van de financiële middelen van de radio-omroep.

Zij wordt op de volgende wijze berekend:

Aan elk niveau van financiële middelen beantwoordt een prijs per uur muziek (F).

De prijs per uur muziek is het resultaat van een deling:

De teller is het resultaat van de som van de referentieprijzen berekend voor elk niveau van financiële middelen dat bereikt wordt door de radio-omroep.

Indien het laatste inkomstenniveau niet volledig wordt bereikt, berekent men op een evenredige wijze de referentieprijzen van dit inkomstenniveau.

Art. 46.

Nombre d'auditeurs AIP Aantal luisteraars OGB	Limite supérieure Bovenlimiet	Euro/auditeur Euro/luisteraar	Prix €/tranche Prijs €/schijf	Prix € cum. Gecum. € Prijs
de/van 0 à/tot 30.000	30.000	1,4	42000	42000
de/van 30.001 à/tot 50.000	50.000	1,3	26000	68000
de/van 50.001 à/tot 80.000	80.000	1,2	36000	104000
de/van 80.001 à/tot 150.000	150.000	0,4	28000	132000
de/van 150.001 à/tot 200.000	200.000	0,2	10000	142000
> 200.000	2000.000	0,1		

Section 6. — Tarif pour les coiffeurs et esthéticiens

Art. 47. Le montant annuel de la rémunération équitable pour les coiffeurs et esthéticiens, qui inclut la possibilité de faire une exécution publique temporaire de phonogrammes de maximum 24 heures par an, comme par exemple à l'occasion d'une journée portes ouvertes, est fixé comme suit en euros :

Type de salon de coiffure ou de beauté	Montant de la rémunération équitable	Soort kapsalon of schoon- heidssalon	Bedrag van de billijke vergoeding
Salons artisanaux	77,46 EUR	Ambachtelijk	77,46 EUR
Salons professionnels	107,58 EUR	Professioneel	107,58 EUR

Section 7. — Tarif pour les lieux de projection audiovisuelle

Art. 48. Le montant annuel de la rémunération équitable due par les exploitants de lieu(x) de projection audiovisuelle est fixé à 1,00 euro par place assise et pour les drive-ins 2,01 euros par emplacement de voiture.

*Section 8. — Tarif pour les activités temporaires de projection
d'œuvres audiovisuelles*

Art. 49. Le montant de la rémunération due par un organisateur d'une activité temporaire de projection d'œuvres audiovisuelles est fixé à 0,15 euros par jour et par place assise et/ou 0,31 euros par jour et par emplacement de voiture dans le cas d'un drive-in avec un maximum de respectivement 1,01 euro et 2,01 euros par an et par lieu de projection audiovisuelle.

Les activités temporaires organisées dans un ou des lieu(x) de projection audiovisuelle pour le(s)quel(s) une rémunération est due conformément à l'article 48, ne sont pas soumises à la rémunération visée au présent article.

Afdeling 6. — Tarif voor de kappers en schoonheidsspecialisten

Art. 47. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding voor de kappers en schoonheidsspecialisten, dat tevens de mogelijkheid omvat om een tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen te verrichten van maximaal 24 uur per jaar, zoals bijvoorbeeld ter gelegenheid van een opendeurdag wordt als volgt bepaald in euro:

Afdeling 7. — Tarif voor de lokalen voor audiovisuele vertoning

Art. 48. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van een lokaal/lokalen voor audiovisuele vertoning is vastgesteld op 1,00 euro per zitplaats en voor drive-ins 2,01 euro per standplaats voor een personenauto.

*Afdeling 8. — Tarif voor de tijdelijke activiteiten van vertoning
van audiovisuele werken*

Art. 49. Het bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd door een organisator van een tijdelijke activiteit van vertoning van audiovisuele werken is vastgesteld op 0,15 euro per dag en per zitplaats en/of 0,31 euro per dag en per standplaats voor een personenauto in geval van een drive-in met een maximaal bedrag van respectievelijk 1,01 euro en 2,01 euro per jaar en per plaats van audiovisuele vertoning.

De tijdelijke activiteiten die georganiseerd worden in een lokaal/lokalen voor audiovisuele vertoning waarvoor een vergoeding verschuldigd is overeenkomstig artikel 48, zijn niet onderworpen aan de vergoeding bepaald in dit artikel.

Section 9. — Tarif pour les exploitations qui offrent de l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi que pour les discothèques et dancings

Sous-section 1^{ère}. — Tarif pour un établissement Horeca avec une surface permanente

Art. 50. Le montant annuel de la rémunération équitable est déterminé en fonction de la surface permanente de l'établissement Horeca, indépendamment du nombre de jours d'ouverture, selon le tarif suivant :

Surface	Montant de la rémunération équitable	Oppervlakte	Bedrag van de billijke vergoeding
Jusqu'à 100 m ²	172,99 EUR	Tot 100 m ²	172,99 EUR
101 à 200 m ²	216,34 EUR	101 tot 200 m ²	216,34 EUR
201 à 300 m ²	259,71 EUR	201 tot 300 m ²	259,71 EUR
301 à 400 m ²	303,11 EUR	301 tot 400 m ²	303,11 EUR
401 à 500 m ²	346,47 EUR	401 tot 500 m ²	346,47 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 200 m ²	77,45 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 200 m ²	77,45 EUR

Sous-section 2. — Tarif pour un établissement Horeca avec une surface occasionnelle

Art. 51. Le montant annuel de la rémunération équitable due pour un établissement Horeca avec une surface occasionnelle est déterminé comme suit :

1° si la surface occasionnelle n'est pas séparée de la surface permanente de l'établissement Horeca par une construction fixe, la surface occasionnelle est ajoutée à la surface permanente et le montant total de la rémunération équitable est calculé en application du tarif visé à l'article 50;

2° dans les autres cas, la rémunération équitable due pour la surface occasionnelle s'élève à 50 % du montant qui serait dû en application du tarif visé à l'article 50.

Sous-section 3. — Tarif pour les discothèques ou dancings et établissements Horeca avec activité régulière de danse

Art. 52. Pour les discothèques ou dancings, le montant annuel de la rémunération équitable est déterminé sur base de la surface totale de la discothèque-dancing et du nombre de jours d'ouverture par semaine ou par mois, selon le tarif suivant :

Surface Oppervlakte	1 jr/s ou 4 jrs/m 1 d/w of 4d/m	2 jrs/s of 8 jrs/m 2 d/w of 8 d/m	3 jrs/s of 12 jrs/m 3d/w of 12d/m	4 jrs/s ou + de 12 jrs/m 4 d/w of + dan 12 d/m
Jusqu'à/tot 50 m ²	482,85 EUR	748,43 EUR	965,72 EUR	1110,60 EUR
50 jusqu'à/tot 100 m ²	804,80 EUR	1247,40 EUR	1609,55 EUR	1850,98 EUR
101 jusqu'à/tot 150 m ²	914,85 EUR	1396,68 EUR	1796,12 EUR	2045,50 EUR
151 jusqu'à/tot 200 m ²	988,26 EUR	1496,19 EUR	1920,52 EUR	2175,73 EUR
201 jusqu'à/tot 250 m ²	1208,43 EUR	1794,68 EUR	2293,70 EUR	2565,46 EUR
251 jusqu'à/tot 300 m ²	1355,23 EUR	1993,73 EUR	2542,47 EUR	2825,22 EUR
301 jusqu'à/tot 350 m ²	1685,51 EUR	2441,51 EUR	3102,24 EUR	3409,75 EUR
351 jusqu'à/tot 400 m ²	1905,72 EUR	2740,08 EUR	3475,38 EUR	3624,49 EUR
401 jusqu'à/tot 500 m ²	2639,69 EUR	3735,19 EUR	4719,26 EUR	5098,41 EUR
501 jusqu'à/tot 600 m ²	3412,28 EUR	4810,01 EUR	6054,40 EUR	6482,55 EUR
601 jusqu'à/tot 700 m ²	4339,41 EUR	6099,89 EUR	7656,58 EUR	8143,56 EUR
701 jusqu'à/tot 800 m ²	5421,04 EUR	7604,71 EUR	9525,76 EUR	10081,36 EUR

Afdeling 9. — Tarif voor de exploitaties die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals voor de discotheken en dancings

Onderafdeling 1. — Tarif voor een horeca-inrichting met permanente oppervlakte

Art. 50. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding wordt bepaald in functie van de permanente oppervlakte van de Horeca-inrichting, ongeacht het aantal openingsdagen, volgens het hiernavolgend tarief:

Onderafdeling 2. — Tarif voor een horeca-inrichting met occasionele oppervlakte

Art. 51. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding verschuldigd voor een horeca-inrichting met occasionele oppervlakte wordt als volgt bepaald:

1° indien de occasionele oppervlakte niet door een vaste constructie afgescheiden is van de permanente oppervlakte van de Horeca-inrichting, wordt de occasionele oppervlakte toegevoegd aan de permanente oppervlakte en wordt het totaal bedrag van de billijke vergoeding berekend in toepassing van het in artikel 50 vermelde tarief;

2° in de andere gevallen bedraagt de billijke vergoeding verschuldigd voor de occasionele oppervlakte 50 % van het bedrag dat verschuldigd zou zijn bij toepassing van het tarief vermeld in artikel 50.

Onderafdeling 3. — Tarif voor discotheken of dancings en horeca-inrichtingen met regelmatige dans

Art. 52. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding voor discotheken of dancings wordt bepaald op grond van de totale oppervlakte van de discotheek-dancing en van het aantal openingsdagen per week of per maand, volgens het volgende tarief:

Surface Oppervlakte	1 jr/s ou 4 jrs/m 1 d/w of 4d/m	2 jrs/s of 8 jrs/m 2 d/w of 8 d/m	3 jrs/s of 12 jrs/m 3d/w of 12d/m	4 jrs/s ou + de 12 jrs/m 4 d/w of + dan 12 d/m
801 jusqu'à/tot 900 m ²	6657,20 EUR	9322,76 EUR	11660,25 EUR	12296,00 EUR
901 jusqu'à/tot 1000 m ²	8047,86 EUR	11267,01 EUR	14083,77 EUR	14784,45 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ² Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	1158,86 EUR	1614,22 EUR	2006,79 EUR	2076,30 EUR

Art. 53. Un complément de rémunération équitable est dû pour les jours d'ouverture occasionnels, c'est-à-dire les jours au cours desquels la discothèque-dancing est accessible au public en dehors des jours d'ouverture habituels pris en compte pour fixer les montants visés à l'article 52.

Ce complément de rémunération équitable est égal au montant visé dans la colonne 1 du tarif discothèque-dancing de l'article 52, divisé par 52 et multiplié par le nombre de jours d'ouverture occasionnels.

Art. 54. Le montant de la rémunération équitable applicable aux établissements Horeca avec activité régulière de danse est déterminé en fonction de la surface de l'établissement en application du tarif ci-dessous :

Art. 53. Er is een aanvullende billijke vergoeding verschuldigd voor de occasionele openingsdagen, dit wil zeggen de dagen waarop de discotheek-dancing voor het publiek toegankelijk is buiten de normale openingsdagen die voor het bepalen van de in artikel 52 vermelde bedragen in aanmerking worden genomen.

Deze aanvullende billijke vergoeding is gelijk aan het bedrag vermeld in de eerste kolom van het tarief discotheek-dancing van artikel 52, gedeeld door tweeënvijftig en vermenigvuldigd met het aantal occasionele openingsdagen.

Art. 54. Het bedrag van de billijke vergoeding van toepassing voor Horeca inrichtingen met regelmatige dans wordt bepaald op basis van de oppervlakte van de inrichting in toepassing van het tarief hieronder:

Surface	Montant annuel de la rémunération équitable	Oppervlakte	Jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding
Jusqu'à 50 m ²	615,65 EUR	Tot 50 m ²	615,65 EUR
51 à 100 m ²	1026,10 EUR	51 tot 100 m ²	1026,10 EUR
101 à 150 m ²	1155,77 EUR	101 tot 150 m ²	1155,77 EUR
151 à 200 m ²	1242,22 EUR	151 tot 200 m ²	1242,22 EUR
201 à 250 m ²	1501,56 EUR	201 tot 250 m ²	1501,56 EUR
251 à 300 m ²	1674,48 EUR	251 tot 300 m ²	1674,48 EUR
301 à 350 m ²	2063,52 EUR	301 tot 350 m ²	2063,52 EUR
351 à 400 m ²	2322,89 EUR	351 tot 400 m ²	2322,89 EUR
401 à 500 m ²	3187,45 EUR	401 tot 500 m ²	3187,45 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	923,69 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	923,69 EUR

Sous-section 4. — Tarif pour les chambres d'établissement d'hébergement

Art. 55. Le montant de la rémunération équitable applicable aux chambres d'établissement d'hébergement visées à l'article 12, 5° est déterminé en application du tarif ci-dessous :

Onderafdeling 4. — Tarif voor kamers in logiesverstrekkende inrichtingen

Art. 55. Het bedrag van de billijke vergoeding van toepassing voor kamers van logiesverstrekkende inrichtingen zoals bedoeld in artikel 12, 5° wordt bepaald in toepassing van het tarief hieronder:

Classe confort	Montant annuel de la rémunération équitable	Comfortklasse	Jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding
Classe confort 1 : pas ou 1 étoile/épi	2,84 EUR par chambre par année	Comfortklasse 1: geen ster of 1 ster/korenaar	2,84 EUR per kamer per jaar
Classe confort 2 : 2 étoiles/épis	3,44 EUR par chambre par année	Comfortklasse 2: 2 sterren/korenaren	3,44 EUR per kamer per jaar
Classe confort 3 : 3 étoiles/épis	4,49 EUR par chambre par année	Comfortklasse 3 : 3 sterren/korenaren	4,49 EUR per kamer per jaar
Classe confort 4 : 4 étoiles/épis	5,96 EUR par chambre par année	Comfortklasse 4: 4 sterren/korenaren	5,96 EUR per kamer per jaar
Classe confort 5 : 5 étoiles/épis ou plus	7,08 EUR par chambre par année	Comfortklasse 5: 5 sterren/korenaren of hoger	7,08 EUR per kamer per jaar

Classe confort	Montant annuel de la rémunération équitable	Comfortklasse	Jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding
Etoiles/épis : tels qu'attribués conformément à la réglementation applicable des Régions		Sterren/korenaren: zoals toegekend overeenkomstig de van toepassing zijnde reglementering van de Gewesten	

Sous-section 5. — Tarif pour les établissements Horeca ambulants

Art. 56. Le montant annuel de la rémunération équitable applicable aux établissements Horeca ambulants est déterminé sur base de la surface de l'étal, indépendamment du nombre de jours d'ouverture, selon le tarif visé à l'article 50. Si la surface est inférieure à 10 m², une réduction de 60 % sera accordée sur le tarif.

Sous-section 6. — Tarif pour les terrasses

Art. 57. Le montant de la rémunération équitable applicable aux terrasses est fixé à 50% de la rémunération qui serait due en application des tarifs visés aux articles 50 et 56

Section 10. — Tarif pour l'exécution publique de phonogrammes au sein des entreprises, associations et services publics, en ce qui concerne les espaces accessibles uniquement au personnel

Art. 58. Le montant annuel de la rémunération équitable pour l'exécution publique de phonogrammes sur le lieu de travail est déterminé en fonction du nombre de travailleurs tel que mentionné dans le bilan social ou vis-à-vis desquels une exécution publique de phonogrammes est effectuée. Le montant annuel de la rémunération équitable est fixé comme suit en euros :

Nombre de travailleurs exprimé en ETP tel que mentionné dans le bilan social ou vis-à-vis desquels une exécution publique de phonogrammes est effectuée	Montant de la rémunération équitable	Aantal werknemers uitgedrukt in VTE zoals vermeld in de sociale balans of ten aanzien waarvan een openbare uitvoering van fonogrammen wordt verricht	Bedrag van de billijke vergoeding
De 9 jusqu'à 10	92,41 EUR	Van 9 tot 10	92,41 EUR
de 11 jusqu'à 25	184,81 EUR	van 11 tot 25	184,81 EUR
de 26 jusqu'à 50	369,63 EUR	van 26 tot 50	369,63 EUR
de 51 jusqu'à 100	554,43 EUR	van 51 tot 100	554,43 EUR
de 101 jusqu'à 200	739,24 EUR	van 101 tot 200	739,24 EUR
de 201 jusqu'à 500	924,05 EUR	van 201 tot 500	924,05 EUR
de 501 jusqu'à 1000	1.108,87 EUR	van 501 tot 1000	1.108,87 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 ETP	129,36 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 VTE	129,36 EUR

Art. 59. Le montant annuel de la rémunération équitable pour l'exécution publique de phonogrammes dans les restaurants ou cantines d'entreprise dans lequel(le)s une exécution publique de phonogrammes est régulièrement effectuée, est fixé comme suit en euros :

Surface	Montant de la rémunération équitable	Oppervlakte	Bedrag van de billijke vergoeding
Jusqu'à 100 m ²	144,38 EUR	Tot 100 m ²	144,38 EUR
101 m ² à 200 m ²	179,03 EUR	101 m ² tot 200 m ²	179,03 EUR

Onderafdeling 5. — Tarif pour ambulante horeca-inrichtingen

Art. 56. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding van toepassing op ambulante horeca-inrichtingen wordt bepaald op basis van de oppervlakte van het kraam, ongeacht het aantal openingsdagen, volgens het tarief bepaald in artikel 50. Indien de oppervlakte minder dan 10 m² bedraagt, wordt een korting van 60 % toegekend op het tarief.

Onderafdeling 6. — Tarif pour de terrassen

Art. 57. Het bedrag van de billijke vergoeding van toepassing op terrassen is vastgesteld op vijftig percent van de vergoeding die bij toepassing van het in artikel 50 en 56 vermelde tarief verschuldigd zou zijn.

Afdeling 10. — Tarif voor de openbare uitvoering van fonogrammen in ondernemingen, verenigingen en openbare diensten voor wat betreft de ruimten die enkel toegankelijk zijn voor het personeel

Art. 58. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding voor de openbare uitvoering van fonogrammen op de arbeidsplaats, wordt vastgesteld in functie van het aantal werknemers zoals vermeld in de sociale balans of ten aanzien waarvan een openbare uitvoering van fonogrammen wordt verricht. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding wordt als volgt bepaald in euro:

Art. 59. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding voor de openbare uitvoering van fonogrammen binnen bedrijfsrestaurants of bedrijfskantines waar regelmatig een openbare uitvoering van fonogrammen wordt verricht, wordt als volgt bepaald in euro:

Surface	Montant de la rémunération équitable	Oppervlakte	Bedrag van de billijke vergoeding
201 m ² à 300 m ²	213,68 EUR	201 m ² tot 300 m ²	213,68 EUR
301 m ² à 400 m ²	248,33 EUR	301 m ² tot 400 m ²	248,33 EUR
401 m ² à 500 m ²	282,98 EUR	401 m ² tot 500 m ²	282,98 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 m ²	34,65 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 m ²	34,65 EUR

Art. 60. Le tarif combiné pour l'utilisation de phonogrammes sur le lieu de travail et dans les cantines et/ou restaurants, est, sur base annuelle, fixé comme suit en euros :

Art. 60. Het combinatietarief voor de openbare uitvoering van fonogrammen op de arbeidsplaats en in bedrijfskantines en/of bedrijfsrestaurants, wordt op jaarbasis als volgt bepaald in euro:

Nombre de travailleurs exprimé en ETP tel que mentionné dans le bilan social ou vis-à-vis desquels une exécution publique de phonogrammes est effectuée	Montant de la rémunération équitable	Aantal werknemers uitgedrukt in VTE zoals vermeld in de sociale balans of ten aanzien waarvan een openbare uitvoering van fonogrammen wordt verricht	Bedrag van de billijke vergoeding
De 9 jusqu'à 10	163,98 EUR	Van 9 tot 10	163,98 EUR
de 11 jusqu'à 25	281,11 EUR	van 11 tot 25	281,11 EUR
de 26 jusqu'à 50	524,73 EUR	van 26 tot 50	524,73 EUR
de 51 jusqu'à 100	730,87 EUR	van 51 tot 100	730,87 EUR
de 101 jusqu'à 200	974,50 EUR	van 101 tot 200	974,50 EUR
de 201 jusqu'à 500	1.218,13 EUR	van 201 tot 500	1.218,13 EUR
de 501 jusqu'à 1000	1.461,75 EUR	van 501 tot 1000	1.461,75 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 ETP	168,17 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 VTE	168,17 EUR

Art. 61. Le montant annuel de la rémunération équitable pour l'exécution publique de phonogrammes au cours de fêtes du personnel, en supposant qu'aucune utilisation n'est faite de la possibilité de régler la rémunération équitable due pour les fêtes du personnel via les activités temporaires, est fixé comme suit en euros :

Art. 61. Het jaarlijks bedrag van de billijke vergoeding voor de openbare uitvoering van fonogrammen tijdens personeelsfeesten, ervan uitgaand dat geen gebruik wordt gemaakt van de mogelijkheid om de billijke vergoeding verschuldigd voor personeelsfeesten te vereffenen via de tijdelijke activiteiten, wordt als volgt bepaald in euro:

Nombre de travailleurs exprimé en ETP tel que mentionné dans le bilan social ou vis-à-vis desquels une exécution publique de phonogrammes est effectuée	Montant de la rémunération équitable	Aantal werknemers uitgedrukt in VTE zoals vermeld in de sociale balans of ten aanzien waarvan een openbare uitvoering van fonogrammen wordt verricht	Bedrag van de billijke vergoeding
De 9 jusqu'à 10	69,30 EUR	Van 9 tot 10	69,30 EUR
de 11 jusqu'à 25	98,18 EUR	van 11 tot 25	98,18 EUR
de 26 jusqu'à 50	184,81 EUR	van 26 tot 50	184,81 EUR
de 51 jusqu'à 100	300,31 EUR	van 51 tot 100	300,31 EUR
de 101 jusqu'à 200	415,83 EUR	van 101 tot 200	415,83 EUR
de 201 jusqu'à 500	993,36 EUR	van 201 tot 500	993,36 EUR
de 501 jusqu'à 1000	1917,41 EUR	van 501 tot 1000	1917,41 EUR
Pour toute tranche supplémentaire entamée de 100 ETP	173,26 EUR	Voor elke extra begonnen schijf van 100 VTE	173,26 EUR

Section 11. — Tarif pour les établissements mixtes

Art. 62. Le montant de la rémunération équitable applicable aux établissements mixtes est déterminé en fonction du tarif visé dans chaque section, et ce proportionnellement aux surfaces occupées par chaque activité ou exploitation.

Afdeling 11. — Tarif voor gemengde inrichtingen

Art. 62. Het bedrag van de billijke vergoeding van toepassing op gemengde inrichtingen wordt bepaald op basis van het tarief bepaald in iedere afdeling en dit in verhouding tot de oppervlaktes die worden ingenomen voor iedere activiteit of exploitatie.

Section 12. — Tarif pour une activité ou exploitation saisonnière

Art. 63. Pour les activités ou exploitations saisonnières, le montant de la rémunération équitable est équivalent au montant fixé en application du présent chapitre, divisé par 10 et multiplié par le nombre de mois civils complets durant lesquels l'activité ou exploitation a lieu.

CHAPITRE 5. — Début et fin de l'exécution publique de phonogrammes ou de leur émission via la radiodiffusion, et cession de l'activité

Section 1^{ère}. — Début de l'exécution publique de phonogrammes ou de leur émission via la radiodiffusion

Art. 64. § 1^{er}. Pour toutes les activités ou exploitations visées par le présent arrêté, lors desquelles il y a, au cours d'une année civile et pour la première fois, une exécution publique de phonogrammes, une rémunération équitable est due pour cette année civile au prorata du nombre de mois civils complets restant à courir jusqu'à la fin de l'année.

§ 2. Pour les radiodiffuseurs émettant pour la première fois en cours d'année, le montant de la rémunération équitable est payable pour la première année de diffusion au prorata du nombre de mois civils au cours desquels il y a une activité de radiodiffusion.

Pour les radiodiffuseurs émettant pour la première fois en cours d'année, le montant de la rémunération équitable due pour cette année est fixé en fonction du nombre annuel d'heures de musique qui est connu au moment du début de l'activité de radiodiffusion.

Le prix de l'heure de musique est calculé sur base d'un montant forfaitaire de ressources de 247.894 euros, soit un euro par heure de musique.

Section 2. — Fin de l'exécution publique de phonogrammes ou de leur radiodiffusion

Art. 65. L'exploitant ou le radiodiffuseur qui, dans le courant d'une année civile, cesse de manière définitive et irrévocable l'exécution publique ou la radiodiffusion de phonogrammes, a droit, à sa demande, au remboursement de la rémunération équitable relative à la période de l'année civile postérieure à la cessation définitive de l'exécution publique ou de la radiodiffusion de phonogrammes.

L'exploitant ou le radiodiffuseur qui demande le remboursement d'une partie de la rémunération équitable en vertu de l'alinéa précédent remet aux sociétés de gestion ou à leur mandataire tous les éléments permettant de constater que l'exécution publique ou la radiodiffusion de phonogrammes a effectivement cessé de manière définitive et irrévocable.

Le remboursement de la partie de la rémunération équitable est calculé à partir du 1^{er} jour du mois qui suit la date de la cessation définitive de l'exécution publique ou de la radiodiffusion de phonogrammes.

La demande de remboursement doit être introduite auprès des sociétés de gestion ou de leur mandataire dans un délai de six mois à partir du premier jour du mois qui suit la cessation définitive de l'exécution publique ou de la radiodiffusion de phonogrammes.

Section 3. — Changement d'exploitant ou de radiodiffuseur

Art. 66. La rémunération équitable régulièrement payée par le cédant d'une entreprise ou activité pour une année civile déterminée, n'est plus due pour cette période par le nouvel exploitant ou radiodiffuseur.

CHAPITRE 6. — Tarifs en cas de non déclaration et de déclaration tardive

Art. 67. L'exploitant qui omet de fournir les renseignements nécessaires avant le début de l'exécution publique de phonogrammes est tenu de payer le montant de la rémunération équitable due, majorée de 15 % avec un minimum de 75 EUR.

L'exploitant qui, après un envoi recommandé, omet de fournir les renseignements nécessaires à la détermination de la rémunération équitable, dans les 15 jours calendrier, est tenu au paiement du montant de la rémunération équitable due, majorée de 15 % avec un minimum de 75 EUR.

Pour le calcul de la rémunération équitable, les sociétés de gestion ou leur mandataire prennent en compte les paramètres pertinents connus ou à défaut supposés.

L'exploitant qui fournit les renseignements nécessaires moins de cinq jours calendrier avant l'activité intérieure temporaire, l'activité temporaire en plein air, l'exécution publique temporaire de phonogrammes

Afdeling 12. — Tarief voor een seizoensgebonden activiteit of exploitatie

Art. 63. Voor seizoensgebonden activiteiten of exploitaties, is het bedrag van de billijke vergoeding gelijk aan het bedrag bepaald in dit hoofdstuk, gedeeld door 10 en vermenigvuldigd met het aantal volledige kalendermaanden gedurende dewelke de activiteit of exploitatie plaatsvindt.

HOOFDSTUK 5. — Begin en einde van de openbare uitvoering van fonogrammen of uitzending ervan via de radio-omroep en overdracht van de activiteit

Afdeling 1. — Begin van de openbare uitvoering van fonogrammen of uitzending ervan via de radio-omroep

Art. 64. § 1. Voor alle activiteiten of exploitaties bedoeld in dit besluit waarin in de loop van een kalenderjaar en voor de eerste maal een openbare uitvoering van fonogrammen wordt gedaan, is voor dat kalenderjaar een billijke vergoeding verschuldigd in verhouding tot het nog tot het einde van het jaar te lopen aantal volledige kalendermaanden.

§ 2. Voor de radio-omroepen, die in de loop van het jaar voor de eerste keer uitzenden, wordt het bedrag van de billijke vergoeding betaald voor het eerste omroepjaar naar rato van het aantal kalendermaanden waarin er een omroepactiviteit plaatsvindt.

Voor de radio-omroepen die in de loop van het jaar voor de eerste keer uitzenden, wordt het voor dat jaar verschuldigde bedrag van de billijke vergoeding bepaald in functie van het jaarlijks aantal uren muziek dat is gekend bij de start van de omroepactiviteit.

De prijs per muziekuur wordt berekend op basis van een forfaitair inkomsten bedrag van 247.894 euro, hetzij één euro per muziekuur.

Afdeling 2. — Einde van de openbare uitvoering van fonogrammen of uitzending ervan via de omroep

Art. 65. De uitbater of radio-omroep, die in de loop van een kalenderjaar de openbare uitvoering of uitzending via de omroep van fonogrammen definitief en onherroepelijk stopzet, heeft op zijn verzoek recht op een terugbetaling van de billijke vergoeding die betrekking heeft op de periode van het kalenderjaar na het definitief stopzetten van de openbare uitvoering of uitzending via de omroep van fonogrammen.

De uitbater van radio-omroep die op grond van het vorige lid om de terugbetaling van een gedeelte van de billijke vergoeding verzoekt, verstrekt aan de beheersvennootschappen of aan hun mandataris alle gegevens aan de hand waarvan kan worden vastgesteld dat de openbare uitvoering of uitzending via de omroep van fonogrammen werkelijk definitief en onherroepelijk is stopgezet.

De terugbetaling van het gedeelte van de billijke vergoeding wordt berekend vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van definitieve stopzetting van de openbare uitvoering of uitzending van fonogrammen.

Het verzoek om terugbetaling dient te worden ingediend bij de beheersvennootschappen of bij hun mandataris binnen zes maanden vanaf de eerste dag van de maand die volgt op de datum van definitieve stopzetting van de openbare uitvoering of uitzending via de omroep van fonogrammen.

Afdeling 3. — Wijziging van uitbater of radio-omroep

Art. 66. De billijke vergoeding die regelmatig werd betaald door de overdrager van een onderneming of activiteit voor een bepaald kalenderjaar, is niet meer verschuldigd voor diezelfde periode door de nieuwe uitbater of radio-omroep.

HOOFDSTUK 6. — Tarieven bij niet-aangifte en laattijdige aangifte

Art. 67. De uitbater die nalaat de nodige inlichtingen te verstrekken voorafgaand aan het begin van de openbare uitvoering van fonogrammen is gehouden het bedrag van de verschuldigde billijke vergoeding te betalen, verhoogd met 15 % met een minimale verhoging van 75 EUR.

De uitbater die na een aangetekende zending nalaat om binnen 15 kalenderdagen de nodige inlichtingen te verstrekken voor het vastleggen van de billijke vergoeding, is gehouden het bedrag van de verschuldigde billijke vergoeding te betalen, verhoogd met 15 % met een minimale verhoging van 75 EUR.

Voor de berekening van de billijke vergoeding nemen de beheersvennootschappen of hun mandataris de gekende relevante parameters in acht, en bij gebrek hieraan hetgeen men vermoedt.

De uitbater die minder dan vijf kalenderdagen voorafgaand aan de tijdelijke binnenactiviteit, tijdelijke activiteit in open lucht, tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen of tijdelijke activiteit van

ou l'activité temporaire de projection d'œuvres audiovisuelles, est tenu de payer le montant de la rémunération équitable due, majorée de 15 % avec un minimum de 35 EUR.

L'exploitant qui ne fournit pas les renseignements nécessaires avant l'activité intérieure temporaire, l'activité temporaire en plein air, l'exécution publique temporaire de phonogrammes ou l'activité temporaire de projection d'œuvres audiovisuelles, est tenu de payer le montant de la rémunération équitable due, majorée de 15 % avec un minimum de 75 EUR.

Art. 68. Lorsqu'après un envoi recommandé, un radiodiffuseur non-local omet de communiquer, dans les 15 jours calendrier, les informations telles que visées aux articles 15 et 25, il est présumé avoir, pour chacune de ses chaînes, 25.137.846,23 EUR de ressources annuelles, une audience AIP de 300, et émettre 7300 heures de musique par an, justifiant le paiement au titre de la rémunération équitable de 312.799,38 EUR pour chacune de ses chaînes.

Lorsqu'un radiodiffuseur local omet, après un envoi recommandé, de communiquer les informations telles que visées aux articles 15 et 25 dans les 15 jours calendrier, le tarif est déterminé d'office selon les modalités de l'article 42. Ce tarif est majoré de 15 % avec un minimum de 100 EUR.

Art. 69. L'exploitant de lieu(x) de projection audiovisuelle ou l'organisateur d'événements temporaires de projection audiovisuelle qui, après un envoi recommandé, omet de communiquer les informations visées aux articles 15 et 28 dans les 15 jours calendrier, est tenu au paiement du montant de la rémunération équitable calculé sur base d'un nombre de places assises ou d'emplacements de voitures tel que repris dans les dernières statistiques disponibles de la Fédération des Cinémas de Belgique (FCB) ou dans tout autre source d'information pertinente, majoré de 15 % avec un minimum de 100 EUR.

Art. 70. Lorsqu'un constatateur assermenté des sociétés de gestion compétentes ou son mandataire doit se déplacer vers le lieu d'activité ou d'exploitation ou chez un radiodiffuseur pour constater l'exécution publique ou la radiodiffusion de phonogrammes et réunir les renseignements nécessaires, un coût supplémentaire de 100 EUR peut être facturé si aucune déclaration de l'activité ou exploitation n'a été faite, ou si les données constatées ne correspondent manifestement pas aux données déclarées.

CHAPITRE 7. — Indexation des tarifs

Art. 71. Les montants mentionnés dans les tarifs et les montants forfaitaires mentionnés au début et à la fin d'une radiodiffusion sont indexés annuellement au 1^{er} janvier de chaque année sur base de l'évolution de l'indice santé de l'année écoulée suivant la formule suivante :

$$\frac{\text{Montant de base} \times \text{nouvel indice}}{\text{Indice de base}}$$

L'indice de base est celui en vigueur au mois de septembre 2017.

Le nouvel indice est celui qui intervient ensuite au 1^{er} janvier de chaque année subséquente.

Le montant indexé est arrondi jusqu'à deux décimales, selon la méthode suivante :

- si la troisième décimale est inférieure à 5, la seconde décimale est maintenue;
- si la troisième décimale est égale ou supérieure à 5, la seconde décimale est arrondie au chiffre supérieur.

CHAPITRE 8. — Paiement de la rémunération équitable

Art. 72. Le montant de la rémunération équitable est perçu sur base d'une invitation à payer établie par les sociétés de gestion ou leur mandataire.

Art. 73. Pour les tarifs calculés annuellement et qui s'élèvent à minimum 200 EUR par an, la société de gestion ou son mandataire percevra auprès de l'exploitant qui a indiqué dans sa déclaration vouloir payer la rémunération équitable par trimestre, comme prévu à l'article 16, 28,5 % par trimestre du tarif fixé au chapitre 4.

Pour les tarifs calculés annuellement et qui s'élèvent à minimum 200 EUR par an, la société de gestion ou son mandataire percevra auprès de l'exploitant qui a indiqué dans sa déclaration vouloir payer la

Pour les tarifs calculés annuellement et qui s'élèvent à minimum 200 EUR par an, la société de gestion ou son mandataire percevra auprès de l'exploitant qui a indiqué dans sa déclaration vouloir payer la

vertoning van audiovisuele werken de nodige inlichtingen verstrekt, is gehouden het bedrag van de verschuldigde billijke vergoeding te betalen, verhoogd met 15 % met een minimale verhoging van 35 EUR.

De uitbater die de nodige inlichtingen niet verstrekt voorafgaand aan de tijdelijke binnenactiviteit, tijdelijke activiteit in open lucht, tijdelijke openbare uitvoering van fonogrammen of tijdelijke activiteit van vertoning van audiovisuele werken is gehouden het bedrag van de verschuldigde billijke vergoeding te betalen, verhoogd met 15 % met een minimale verhoging van 75 EUR.

Art. 68. Wanneer een niet-lokale radio, na een aangetekende zending nalaat om binnen de 15 kalenderdagen de informatie zoals bedoeld in de artikelen 15 en 25 mee te delen, wordt aangenomen dat zij voor elk van haar netten 25.137.846,23 EUR jaarlijkse financiële middelen heeft, een OGB-publiek van 300 en 7300 uren muziek per jaar uitzendt, hetgeen de betaling voor de billijke vergoeding van 312.799,38 EUR voor elk van haar netten rechtvaardigt.

Wanneer een lokale radio, na een aangetekende zending, nalaat om binnen 15 kalenderdagen de informatie zoals bedoeld in de artikelen 15 en 25 mee te delen, dan wordt het tarief ambtshalve bepaald volgens de modaliteiten van artikel 42. Dit tarief wordt verhoogd met 15 % met een minimum van 100 EUR.

Art. 69. De uitbater van een lokaal/lokalen voor audiovisuele vertoning of de organisator van tijdelijke activiteiten van audiovisuele vertoning die, na een aangetekende zending nalaat om binnen 15 kalenderdagen de in de artikelen 15 en 28 bedoelde inlichtingen mee te delen, is gehouden de billijke vergoeding te betalen, berekend op basis van een aantal zitplaatsen of standplaatsen voor personenauto's zoals vermeld in de laatste beschikbare statistieken van de Federatie der Cinema's van België (FCB) of in elke andere relevante informatiebron, verhoogd met 15 % met een minimum van 100 EUR.

Art. 70. Wanneer een beëdigd vaststeller van de bevoegde beheersvennootschappen of zijn mandataris zich dient te verplaatsen naar de plaats van de activiteit of exploitatie of naar een radio-omroep om de openbare uitvoering of uitzending van fonogrammen vast te stellen en de nodige inlichtingen te verzamelen, kan een extra kost van 100 EUR worden aangerekend, indien er geen aangifte werd gedaan van de activiteit of exploitatie of indien de vastgestelde gegevens manifest niet overeenstemmen met de aangegeven gegevens.

HOOFDSTUK 7. — Indexering van de tarieven

Art. 71. De bedragen vermeld in de tarieven en de forfaitaire bedragen vermeld bij het begin en het einde van een radio-uitzending worden jaarlijks geïndexeerd op 1 januari van elk jaar op basis van de evolutie van de gezondheidsindex van het voorbije jaar volgens de volgende formule:

$$\frac{\text{basisbedrag} \times \text{nieuwe index}}{\text{basisindex}}$$

De basisindex is de index van kracht in september 2017.

De nieuwe index is deze die vervolgens per 1 januari van elk daaropvolgend jaar toegepast wordt.

Het geïndexeerde bedrag wordt afgerond tot 2 decimalen, volgens de volgende methode:

- is de derde decimaal lager dan 5, dan wordt de tweede decimaal behouden;
- is de derde decimaal 5 of hoger, dan wordt de tweede decimaal naar boven afgerond.

HOOFDSTUK 8. — Betaling van de billijke vergoeding

Art. 72. Het bedrag van de billijke vergoeding wordt geïnd door middel van een door de beheersvennootschappen of hun mandataris opgestelde uitnodiging tot betalen.

Art. 73. Voor de tarieven die jaarlijks worden berekend en minimum 200 EUR op jaarbasis bedragen, zal de beheersvennootschap of haar mandataris aan de uitbater die in zijn aangifte, zoals bepaald in artikel 16, heeft aangegeven de billijke vergoeding per trimester te willen betalen, per trimester 28,5 % van het tarief bepaald in hoofdstuk 4 aanrekenen.

Voor de tarieven die jaarlijks worden berekend en minimum 200 EUR op jaarbasis bedragen, zal de beheersvennootschap of zijn mandataris aan de uitbater die in zijn aangifte, zoals bepaald in artikel 16, heeft aangegeven de billijke vergoeding per semester te willen betalen, per semester 53 % van het tarief bepaald in hoofdstuk 4 aanrekenen.

Voor de tarieven die jaarlijks worden berekend en minimum 200 EUR op jaarbasis bedragen, zal de beheersvennootschap of zijn mandataris aan de uitbater of radio-omroep die in zijn aangifte, zoals bepaald in

rémunération équitable annuellement, comme prévu à l'article 16, 100 % par an du tarif fixé au chapitre 4.

Art. 74. Les sociétés de gestion ou leur mandataire qui peuvent prouver qu'une exécution publique de phonogrammes a eu lieu conformément aux articles XI.212 et XI.213 du Code de droit économique, pour laquelle une rémunération équitable n'a pas été payée, peuvent encore la réclamer durant cinq ans après que l'exécution ait eu lieu, ou, en cas d'une activité temporaire, durant dix ans après que l'exécution ait eu lieu.

Art. 75. Pour les radiodiffuseurs dont la rémunération équitable annuelle dépasse 10.140,32 EUR, celle-ci est payable anticipativement par trimestre, au plus tard le dernier jour des mois de février, mai, août et novembre de chaque année. Il peut être dérogé à cela moyennant l'accord de la société de gestion concernée ou de son mandataire.

Art. 76. L'exploitant ou le radiodiffuseur qui omet de payer la rémunération équitable dans un délai de trente jours calendrier sera tenu, après une mise en demeure préalable, au paiement d'intérêts de retard calculés au taux légal avec un minimum de 12,50 EUR.

CHAPITRE 9. — *Contrôle de la déclaration*

Section 1^{re}. — Contrôle de la déclaration

Art. 77. L'exploitant permet aux sociétés de gestion ou à leur mandataire de vérifier les informations qui doivent être transmises en exécution du chapitre 3, ainsi que de réunir tous les renseignements qui permettent la répartition des droits.

Outres les personnes décrites à l'article XI.269 du Code de droit économique, l'exploitant permet aux sociétés de gestion ou à leur mandataire d'accéder gratuitement aux exploitations ou activités, à tout moment pendant les heures d'ouverture, sans notification préalable, afin de contrôler l'exactitude des renseignements fournis. Les sociétés de gestion ou leur mandataire doivent, à cette occasion, respecter les règles de bonne gestion.

Si la société de gestion ou son mandataire désire accéder à l'exploitation ou l'activité en dehors des heures d'ouverture régulières, elle en fait la demande, au moins huit jours calendrier avant la date de visite.

Art. 78. Le radiodiffuseur permet aux sociétés de gestion ou à leur mandataire de vérifier par la consultation de tout document utile, les informations visées au chapitre 3.

Section 2. — Fausse déclaration

Art. 79. L'exploitant ou le radiodiffuseur qui fournit sciemment des éléments incorrects, à la suite desquels un montant inférieur au montant réellement dû est payé, acquitte le solde restant dû majoré d'intérêts de retard calculés au taux légal à compter de la date de l'invitation à payer établie sur base de la déclaration incorrecte.

CHAPITRE 10. — *Professions libérales*

Art. 80. Si l'exploitant d'un point d'exploitation exerce une profession libérale, les articles 16, 17, 18, 19, 21, 31, 32, 64, 65, 66, 67, 71, 72, 76, 77, 78 et 79 sont applicables au cabinet et à la salle d'attente de l'exploitant, si les conditions cumulatives suivantes sont remplies :

1° il intervient, en pleine connaissance des conséquences de son comportement, pour donner accès à ses clients à une exécution publique de phonogrammes. L'exploitant est présumé intervenir en pleine connaissance des conséquences de son comportement lorsque les clients de l'exploitant se trouvent physiquement à l'intérieur de la zone de couverture du signal porteur de phonogrammes grâce à l'intervention délibérée de l'exploitant ;

2° sa clientèle n'est pas formée par des personnes spécifiques appartenant à un groupe privé déterminé et dont la composition est en grande partie stable ;

3° le cercle de personnes présentes simultanément dans le cabinet ou la salle d'attente n'est pas en général très limité ; et

4° l'exécution publique de phonogrammes dans le cabinet ou la salle d'attente revêt un caractère lucratif.

CHAPITRE 11. — *Dispositions transitaires*

Art. 81. Le présent arrêté est sans préjudice des contrats relatifs à l'exécution publique de phonogrammes dans les entreprises, associations et services publics, en ce qui concerne les espaces qui sont accessibles uniquement au personnel, conclus avant la date d'entrée en

artikel 16, heeft aangegeven de billijke vergoeding jaarlijks te willen betalen, per jaar 100 % van het tarief bepaald in hoofdstuk 4 aanrekenen.

Art. 74. De beheersvennootschappen of hun mandataris die kunnen bewijzen dat er een openbare uitvoering van fonogrammen plaatsvond in toepassing van artikel XI.212 en XI.213 van het Wetboek economisch recht, waarvoor geen billijke vergoeding is betaald, kunnen deze alsnog vorderen gedurende vijf jaar nadat de uitvoering heeft plaatsgehad, of in geval van tijdelijke activiteiten, tien jaar nadat de uitvoering heeft plaatsgehad.

Art. 75. De radio-omroepen waarvoor de jaarlijkse billijke vergoeding meer dan 10.140,32 EUR bedraagt, betalen deze elk voorafgaand trimester uiterlijk de laatste dag van de maanden februari, mei, augustus en november van elk jaar. Hiervan kan, mits de betrokken beheersvennootschap of haar mandataris hiermee akkoord gaat, van worden afgeweken.

Art. 76. De uitbater of de radio-omroep die nalaat om de billijke vergoeding binnen een termijn van dertig kalenderdagen te betalen, dient na een voorafgaande ingebrekestelling, een tegen het wettelijk tarief berekende verwijlinterest te betalen, met een minimum van 12,50 EUR.

HOOFDSTUK 9. — *Controle van de aangifte*

Afdeling 1. — Controle van de aangifte

Art. 77. De uitbater laat de beheersvennootschappen of hun mandataris toe de in hoofdstuk 3 bedoelde inlichtingen te controleren, evenals alle inlichtingen te verzamelen die de verdeling van de rechten mogelijk maken.

Behalve de personen omschreven in artikel XI.269 van het Wetboek van economisch recht, staat de uitbater de beheersvennootschappen of hun mandataris toe om ten alle tijde, kosteloos de exploitaties of activiteiten, te betreden tijdens de openingsuren, zonder voorafgaande verwittiging, teneinde de juistheid van de verstrekte inlichtingen te controleren. De beheersvennootschappen of hun mandataris moeten daarbij wel de voorschriften van goed beheer eerbiedigen.

Indien de beheersvennootschap of haar mandataris de exploitatie of activiteit wenst te betreden buiten de normale openingsuren, dan dient zij een aanvraag in, ten minste 8 kalenderdagen voor de bezoeksdatum.

Art. 78. De radio-omroep maakt het de beheersvennootschappen of hun mandataris mogelijk om door raadpleging van elk nuttig document de in hoofdstuk 3 bedoelde informatie na te gaan.

Afdeling 2. — Valselijke aangifte

Art. 79. De uitbater of radio-omroep die bewust onjuiste gegevens verstrekt, waardoor een lager bedrag wordt betaald dan hetgeen werkelijk verschuldigd is, betaalt het verschuldigde resterende saldo vermeerderd met een tegen het wettelijk tarief berekende verwijlinterest vanaf de datum waarop de uitnodiging tot betaling aan de hand van de onjuiste aangifte werd opgemaakt.

HOOFDSTUK 10. — *Vrije beroepen*

Art. 80. Wanneer de uitbater van een uitbatingspunt een beoefenaar van een vrij beroep is, zijn de artikelen 16, 17, 18, 19, 21, 31, 32, 64, 65, 66, 67, 71, 72, 76, 77, 78 en 79 van toepassing op de praktijk en de wachtzaal van de uitbater, indien de volgende cumulatieve voorwaarden vervuld zijn:

1° hij intervenueert met volledige kennis van de gevolgen van zijn gedrag, om zijn klanten toegang te verlenen tot een openbare uitvoering van fonogrammen. De uitbater wordt verondersteld met volledige kennis van de gevolgen van zijn gedrag te intervenueeren, wanneer de klanten van de uitbater zich fysiek in het ontvangstgebied van het signaal, drager van de fonogrammen, bevinden door de bewuste interventie van de uitbater;

2° zijn cliënteel wordt niet gevormd door specifieke individuen die tot een bepaalde private groep behoren, waarvan de samenstelling grotendeels stabiel is;

3° de kring van personen die tegelijk aanwezig zijn in de praktijk of de wachtzaal is doorgaans niet zeer beperkt; en

4° de openbare uitvoering van fonogrammen in de praktijk of de wachtzaal vertoont een winstooftmerk.

HOOFDSTUK 11. — *Overgangsbepalingen*

Art. 81. Dit besluit doet geen afbreuk aan de overeenkomsten met betrekking tot de openbare uitvoering van fonogrammen in ondernemingen, verenigingen en openbare diensten voor wat betreft de ruimten die enkel toegankelijk zijn voor het personeel die gesloten

vigueur du présent arrêté, dans la mesure où ils ont trait à l'exécution publique de phonogrammes en 2018.

CHAPITRE 12. — Dispositions finales

Art. 82. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2018.

Art. 83. Sont abrogés :

1° l'arrêté royal du 12 avril 1999 rendant obligatoire la décision du 10 novembre 1998 relative à la rémunération équitable due par les points de vente et galeries commerciales, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ;

2° l'arrêté royal du 13 décembre 1999 rendant obligatoire la décision du 10 septembre 1999 relative à la rémunération équitable due par les points d'exploitation affectés à la promotion, la vente ou la location de biens et de services, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ;

3° l'arrêté royal du 8 novembre 2001 rendant obligatoire la décision du 5 novembre 2001 relative à la rémunération équitable due pour la communication publique de phonogrammes dans les salles polyvalentes, les maisons de jeunes et les centres culturels, ainsi qu'à l'occasion d'activités temporaires intérieures et extérieures, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ;

4° l'arrêté royal du 9 mars 2003 rendant obligatoire la décision du 10 février 2003 relative à la rémunération équitable due par les radiodiffuseurs, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ;

5° l'arrêté royal du 22 décembre 2004 rendant obligatoire la décision du 15 décembre 2004 relative à la rémunération équitable due par les coiffeurs et esthéticiens, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ;

6° l'arrêté royal du 22 décembre 2004 rendant obligatoire la décision du 15 décembre 2004 relative à la rémunération équitable due par les exploitants de lieux de projection audiovisuelle ainsi que par les organisateurs d'événements temporaires de projection d'oeuvres audiovisuelles, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins ;

7° l'arrêté royal du 13 décembre 2012 rendant obligatoire la décision du 14 novembre 2012 relative à la rémunération équitable due par les exploitations qui offrent de l'hébergement et/ou préparent et/ou servent des repas et/ou des boissons, ainsi que par les discothèques/dancings, prise par la commission visée à l'article 42 de la loi du 30 juin 1994 relative au droit d'auteur et aux droits voisins.

Art. 84. Le ministre qui a le droit d'auteur dans ses attributions, est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 décembre 2017.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
K. PEETERS

werden vóór de datum van inwerkingtreding van dit besluit, in de mate dat zij betrekking hebben op de openbare uitvoering van fonogrammen in 2018.

HOOFDSTUK 12. — Slotbepalingen

Art. 82. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2018.

Art. 83. Opgeheven worden:

1° het koninklijk besluit van 12 april 1999 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 november 1998 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de verkooppunten en handels-galerijen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

2° het koninklijk besluit van 13 december 1999 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 september 1999 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbatingpunten gebruikt voor de promotie, de verkoop of de verhuur van goederen en diensten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

3° het koninklijk besluit van 8 november 2001 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 5 november 2001 inzake de billijke vergoeding verschuldigd voor de mededeling van fonogrammen in polyvalente zalen, jeugdhuizen en culturele centra evenals bij gelegenheid van tijdelijke activiteiten binnen en buiten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

4° het koninklijk besluit van 9 maart 2003 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 10 februari 2003 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de radio-omroepen, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

5° het koninklijk besluit van 22 december 2004 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 15 december 2004 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de kappers en de schoonheidsspecialisten, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

6° het koninklijk besluit van 22 december 2004 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 15 december 2004 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door de uitbaters van lokalen voor audiovisuele vertoning evenals door de organisatoren van tijdelijke activiteiten van vertoning van audiovisuele werken, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten;

7° het koninklijk besluit van 13 december 2012 houdende de algemeen bindend verklaring van de beslissing van 14 november 2012 inzake de billijke vergoeding verschuldigd door uitbatingen die logies aanbieden en/of maaltijden en/of dranken bereiden en/of opdienen, evenals door discotheken/dancings, genomen door de commissie bedoeld in artikel 42 van de wet van 30 juni 1994 betreffende het auteursrecht en de naburige rechten.

Art. 84. De minister bevoegd voor het auteursrecht is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 december 2017.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
K. PEETERS